la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Numéro 450. — Nouvelle série. — N° 149 **MAI 1960 — PRIX : 1,50 NF**

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois .. .. 8 NF (800 fr.)
Un an .. .. 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois .. .. 10 NF (1.000 fr.)
Un an .. .. 18 NF (1.800 fr.)

Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 450 - Mai 1960

ENTRE NOUS

S'il est un indice réconfortant pour nous, c'est bien le volume de notre correspondance. Notre but — faut-il le répéter ? — n'est pas de lancer des mots d'ordre ou des consignes, mais de poser les questions essentielles et d'ouvrir des débats.

On ne doit pas s'étonner de l'importance prise dans ce numéro par le voyage de M. K. et ses suites, c'est-à-dire les réactions provoquées par notre prise de position. Bien entendu, il ne s'agit pas de la visite elle-même. Les déplacements des chefs d'Etat ne sont pas des événements qui retiennent ordinairement notre attention.

Mais ce qui est en cause, c'est l'orientation du mouvement ouvrier et révolutionnaire. Celui-ci doit-il être influencé par la politique des « Grands » ? Peut-on croire à la détente ? Doit-on assouplir à cette occasion l'opposition au post-stalinisme ? Doit-on profiter des nouvelles tendances du post-stalinisme français ? Doit-on accepter l'idée d'un rassemblement où les communistes prendraient place, pour lutter contre le cléricalisme et la réaction ?

Ce qui justement doit orienter le débat, c'est le double problème de la paix et des libertés ouvrières, et notre position en face du gouvernement de Moscou et de l'appareil communiste français.

Par volonté de paix, doit-on affaiblir la lutte contre un gouvernement totalitaire ? Doit-on, d'autre part, attendre que Moscou se normalise et tenter déjà d'ouvrir, par une tactique suffisamment souple, des brèches dans le monolithisme politique des khrouchtchéviens ? Peut-on séparer le « socialisme » des libertés ouvrières, et souhaiter le respect de celles-ci partout tout en se résignant aux contraintes totalitaires ? Ce débat n'est ni nouveau, ni accidentel. Le voyage de M. K. n'est qu'une occasion. Nous devons entendre ceux de nos amis dont les espoirs peuvent paraître chimériques et dangereux à la plupart d'entre nous.

Et l'on saluera dans les propos de l'un des « objecteurs » de ce numéro l'hommage à la « R. P. », refuge des hérésies. Depuis 1925, en effet, notre revue a ouvert ses colonnes à tous les opposants aux bureaucraties établies, qu'elles soient communistes, socialistes ou syndicales. Cette hospitalité n'entraîne, il est vrai, aucun engagement de notre part ou de la part de nos « hôtes ». Sinon celui de se respecter mutuellement.

On nous dit d'autre part que l'Union des Syndicalistes et la « R. P. » auraient dû se manifester publiquement en des circonstances plus graves. Reproche peut-être justifié. Mais ce sont des militants ouvriers de base qui ont proposé à Paris le tract sur Khrouchtchev chez de Gaulle. D'autres militants étaient libres de présenter des propositions de même ordre, en d'autres circonstances. Nous sommes toujours disposés à les entendre.

Le gérant : Roger HAGNAUER. Editions Polyglottes 232, rue de Charenton Paris

1886 - 1890 - 1906 - 1936 - 1960...

PREMIER MAI SOLENNEL, ET REVENDICATION ACTUELLE...

Je suis, ce 1er Mai 1960, devant ma feuille blanche. Mon stylo s'est alourdi. Si j'évoque le passé... ce seront encore de vieilles histoires. Si j'appuie sur le présent, on incriminera mon parti pris. Comment exprimer la honte éprouvée, en voyant les images de défilés guerriers, le jour consacré par l'Internationale ouvrière ? C'est d'une ironie aussi cruelle que la revue par Hitler d'ouvriers strictement alignés au garde-à-vous, la pelle ou la pioche sur l'épaule (1).

Par delà ces réminiscences et ces humiliations, peut-on **actualiser** le Premier Mai ?

Il suffit de lire la collection de la « R.P. » pour connaître l'histoire du Premier Mai à laquelle Dommanget a consacré un livre excellent (cf. article de Guilloré, « R.P. » de mai 1953). Encore de Dommanget : **Premier Mai 1892** (« R.P. » de mai 1952) et **La portée internationale du Premier Mai** (« R.P. », mai 1956). Plus loin dans le passé, avant la guerre de 1939, un article de Chambelland : **Un centenaire oublié** (« R.P. » du 10 mai 1933)... plus loin encore, une étude de Monatte (citée d'ailleurs par Chambelland) : **Histoire du Premier Mai** dans la « Vie Ouvrière » du 20 avril 1914.

L'ACTION DIRECTE ET LA MANIFESTATION POLITIQUE

Trois « Premier Mai » ont élevé cette date au sommet de l'histoire ouvrière. Le Premier Mai 1886 : grève générale pour les huit heures décidée au congrès tenu à Chicago en octobre 1884 par **la Federation of organized Trades** (d'où sortira l'American Federation of Labor) (2). Le Premier Mai 1890, journée internationale qui devait se reproduire chaque année, décidée par le congrès tenu à Paris en juillet 1889 d'où sortit **la Seconde Internationale socialiste**. Le Premier Mai 1906 : grève générale pour les huit heures, décidée par le **congrès de la C.G.T.** tenu à Bourges en octobre 1904.

Même processus, même esprit — et, dans une certaine mesure, mêmes effets — à vingt ans d'intervalle, de Chicago à Paris. La classe ouvrière arrachera les huit heures par son action directe, qui ne pouvait être décisive en un jour, qui se prolongea jusqu'en 1914. Aux Etats-Unis, la journée de huit heures était généralement appliquée au début de ce siècle. En France, Clemenceau fit voter hâtivement la loi du huit heures le 23 mai 1919, peut-être pour prévenir un Premier Mai où les survivants de 1906 se seraient confondus avec les rescapés de la tuerie mondiale.

Les partis socialistes eurent le mérite d'internationaliser le Premier Mai. A cette époque, ils s'affirmaient sans doute essentiellement, même exclusivement, ouvriers. Et la légende sanglante du Premier Mai 1891 avec les fusillés de Fourmies — du Premier Mai 1892 avec la grève de Lodz (Pologne) — figurent dans notre album de famille au même titre que celle des martyrs anarchistes de Chicago.

Mais dans la suite, jusqu'au coup de gong du congrès de Bourges, ce ne fut plus qu'une journée symbolique, qu'une commémoration rituelle, quelquefois une fête... avant la lettre, avant le jour férié et payé... ou empanaché et cadencé de 1960.

Or, c'est le parti **français** qui avait proposé en 1889 la manifestation du Premier Mai. C'est la C.G.T. **française** qui réveilla en 1904 **la tradition** américaine de 1886. Il n'est pas interdit de penser que nos aînés ont tiré la leçon, du bilan totalement négatif en Europe continentale, de l'action politique pour les huit heures !

LE RICHE DOSSIER DE L'ACTION POUR LES HUIT HEURES

Si — quoique certains le qualifient encore de « maladie infantile » — le syndicalisme révolutionnaire s'est formé sur les ruines laissées par des expériences successives, le trade-unionisme américain se présentait en 1884 comme le prolongement du mouvement ouvrier britannique — du chartisme, avec les Chevaliers du Travail qui connurent en cette période une montée en flèche (de 110.000 membres en 1885 à 729.000 en 1886), suivie d'une descente vertigineuse (3) (190.000 membres en 1890), du trade-unionisme dont l'A.F.L. perfectionna l'efficience et le « corporatisme ». Certes, en cette industrialisation accélérée de la fin du siècle, ils étaient nombreux aux Etats-Unis, les immigrants européens instruits et peut-être découragés par des tentatives politiques. Les anarchistes de Chicago et Samuel Gompers (le Jouhaux américain) (4) venaient d'Allemagne et d'Europe centrale. Mais les travailleurs anglais qui s'expatrièrent pour échapper aux misères de l'accumulation primitive, portaient dans leurs bagages la formule des huit heures dont John Doherty et Robert Owen (5) avaient en 1833 précisé la portée humaine et sociale (c'était ce centenaire que Chambelland célébrait dans la « R.P. » de 1933).

Les marxistes orthodoxes (Karl Kautsky et Lénine, par exemple) se retrouvent avec des savants économistes bourgeois pour souligner les défaillances et les dangers du mouvement **spontané** de la classe ouvrière. Celle-ci doit être dirigée par les doctrinaires ou disciplinée par les patrons et les gendarmes.

Or, il n'est guère d'exemple d'action moins spontanée et plus longuement préparée que celle des

(1) Comme l'année dernière, à Berlin-Est comme à Moscou : défilé militaire. A Berlin-Ouest, massif rassemblement populaire. Ce qui n'appelle pas de commentaire.

(2) Grève dans toutes les grandes villes. A Chicago, la grève qui continue provoque des fusillades policières auxquelles répond la bombe lancée le 3 mai à la sortie du meeting Haymarket Square. Six militants anarchistes reconnus innocents furent cependant condamnés le 11 novembre 1887 : quatre à la peine de mort : Parsons, Spies, Fisher et Engel ; deux aux travaux forcés à perpétuité : Fielden et Schwab.

En 1886, 5.000 grèves pour les huit heures furent organisées.

(3) Cf. « Histoire du mouvement ouvrier » de Dolléans.

(4) Samuel Gompers fut président de l'A.F.L. jusqu'à sa mort en 1924. Il représenta la tendance la plus corporative et sans doute la plus conservatrice.

(5) John Doherty, ouvrier des filatures de coton, fut le premier secrétaire du syndicat des fileurs de coton de Manchester et organisa en 1829 l'Union générale des fileurs et piéceurs de Grande-Bretagne. Robert Owen, patron à 19 ans de la première fabrique de coton fin de Grande-Bretagne, modèle peut-être unique de patron efficacement humain, fondateur en 1833 de « la Grande Union consolidée des Métiers ».

Premier Mai de 1886 et de 1960 (6). Il n'est guère de revendication dont la simplicité éclatante ait bénéficié aussi facilement de l'adhésion spontanée des ouvriers, dont la défense ait provoqué un effort de propagande aussi tenace, une documentation aussi riche (7).

LA SPONTANEITE DE 1936 ET SES LENDEMAINS DECEVANTS

Trente ans après, la classe ouvrière française substituait à la journée de huit heures la semaine de quarante heures, ou plutôt complétait la première formule par la seconde : **la semaine des deux dimanches.** La physiologie du travail avait prouvé que plus de la moitié des accidents du travail se produisaient au delà de la huitième heure, avec une aggravation en fin de semaine. Elle prouvait aussi que le dérèglement biologique dû à la rationalisation exigeait une coupure de compensation suffisamment longue pour normaliser l'homme, ce qui évidemment favorisait d'autre part la culture de soi-même et les entreprises sociales.

En 1936, le Rassemblement populaire antifasciste victorieux aux élections portait au pouvoir le socialiste Léon Blum. Le programme électoral ne prévoyait pas l'application immédiate des quarante heures. C'est le magnifique mouvement spontané de grèves et occupations d'usines de juin 1936 qui imposa au gouvernement — Léon Blum l'a loyalement reconnu à son procès de Riom en 1942 — la semaine des deux dimanches.

La spontanéité se révéla payante. Mais la carence des appareils syndicaux, la politisation des syndicats, reportèrent sur le Rassemblement et sa fraction la plus bruyante tout le bénéfice de la victoire. En masse, on adhéra aux syndicats, non pour organiser la défense de ses intérêts, mais pour affirmer sa confiance dans les meneurs politiques.

J'hésite encore à exprimer toute ma pensée. Il n'est pas vrai que la semaine de quarante heures fut la cause essentielle d'une baisse de la production. On oublie que 1936 fermait le cycle d'une longue période de dépression, mais dès 1937 on s'engageait dans la préparation à la guerre, où la production industrielle échappait pour une large part aux lois du marché, où le développement de l'outillage avait plus d'importance qu'une production destinée à alourdir des stocks d'une utilisation problématique.

Mais il est vrai que la loi intervint trop vite, qu'elle aurait dû consacrer un fait accompli dans les entreprises par le jeu de conventions collectives. Le patronat garantissait ses profits par les subventions budgétaires, par les contraintes d'un étatisme dont le renforcement se justifiait par le conflit probable. Par déficience congénitale ou par haine politique de Blum, il appliqua les quarante heures sans entreprendre les aménagements techniques indispensables.

Et après la Libération de 1945, la loi de quarante heures, avec le consentement ouvrier — souvent, hélas ! par la volonté ouvrière — devint une règle que seules les exceptions confirment, une base de calcul d'heures supplémentaires.

Cette triple expérience confirme doublement la valeur de notre syndicalisme. Par lui, en 1886 et en 1906, la classe ouvrière a conquis progressivement un terrain où elle s'est solidement installée. Sans lui, en 1936, la classe ouvrière a pu spontanément occuper des positions qu'on lui a trop facilement abandonnées pour qu'elle ait la volonté de s'y accrocher.

---

(6) Il convient d'ajouter que l'action des travailleurs anglais immigrés en Australie fut encore plus efficace, car ils obtinrent les huit heures dès 1874.

(7) On lira avec profit à ce sujet « La Vie Ouvrière en France » de Fernand et Maurice Pelloutier.

EDIFIANTES COMPARAISONS

Ce ne sont pas là des considérations abstraites. Aux Etats-Unis, les syndicats (particulièrement ceux du C.I.O., à base industrielle) n'ont voulu obtenir du gouvernement Roosevelt qu'un véritable droit syndical et leur liberté de mouvement. La convention collective — conclue souvent après de longues grèves — fixe ce que le gouvernement enregistre, ce que le législateur peut ou non sanctionner. Aussi la moyenne hebdomadaire de travail atteint à peine quarante heures, alors qu'elle avait baissé à 38 heures en 1957, et que déjà l'on popularise la formule de 36 heures. Cependant les salaires réels demeurent stables. La production a repris sa marche ascendante. Certes le chômage persiste, quoiqu'en diminution sensible. Mais il faut être aberrant pour craindre, par l'effet des progrès techniques, un chômage technologique grandissant, alors que le nombre des travailleurs salariés augmente toujours à un rythme rapide, aussi bien en Europe qu'en Amérique.

En Europe, on procède, à l'occasion de la mise en œuvre du marché commun, à d'édifiantes comparaisons.

Sur le plan légal, quant à la durée du travail, la France de 1960, héritière de celle de 1936, reste à la pointe du progrès. Aucun autre pays ne jouit d'une loi de quarante heures.

Mais dans la réalité, le palmarès est beaucoup moins flatteur. Dans la plupart des pays du marché commun et en Angleterre aussi, les conventions collectives vont au delà de la loi, alors qu'en France la pratique des heures supplémentaires viole généralement et légalement l'esprit de la loi.

Ce qui est encore plus grave, c'est que dans les autres pays le progrès en ce domaine — plus ou moins rapide — reste constant (8). En France, il semble que ce soit le contraire.

Compte tenu des congés payés et des jours fériés, la durée moyenne légale du travail serait par ouvrier et par an : de 1.920 heures en France ; de 2.140 en Allemagne fédérale ; de 2.192 en Angleterre. Mais la durée **réelle** atteint 2.185 heures en France (soit en **moyenne 265 heures supplémentaires**), 2.182 en Allemagne (42 heures supplémentaires), 2.260 en Angleterre (68 heures supplémentaires).

Dans la métallurgie et la construction mécanique, l'ouvrier français travaille en moyenne de 46 à 48 heures par semaine en France, 46 heures et demie en Allemagne, 45 heures en Belgique. Dans presque toutes les industries fondamentales, la semaine de travail est plus longue en France qu'en Allemagne fédérale.

On peut donc se débarrasser des slogans éculés sur le laborieux Allemand opposé au Français jouisseur, ainsi que sur le poids insupportable des charges sociales en France.

Compte tenu des charges sociales, des heures supplémentaires, l'heure de travail coûte en moyenne : 1328 anciens francs aux Etats-Unis, 534 en Suède, 384 en Allemagne fédérale, 380 en Angleterre et en Belgique, 351 en France.

MOT D'ORDRE NECESSAIRE

Mais il convient en ce soir d'un Premier Mai que seule la vente libre du muguet distingua des autres dimanches, d'insister encore sur la nécessité de revenir aux quarante heures.

Nécessité sociale, car la pratique des heures supplémentaires aboutit à une dévaluation permanente du salaire horaire professionnel.

Nécessité technique car c'est toujours par la revendication tendant à diminuer le temps de travail que l'on a favorisé et contrôlé le progrès des machines.

---

(8) Au cours des meetings du Premier Mai organisés en Allemagne fédérale, on a mis l'accent sur la revendication des quarante heures.

Nécessité syndicale, car il suffirait d'un tel mot d'ordre pour ranimer la confiance dans les syndicats. C'est déjà un indice réconfortant que l'action actuelle des cheminots pour l'application des quarante heures dont la formule ébranlait ces jours-ci les voûtes de certaines grandes gares.

Nécessité humaine, car c'est le seul moyen d'arracher l'ouvrier à la fatalité des choses, à l'avilissement de sa personnalité.

Il est vrai que pour certains amis socialistes, ce qui est essentiel c'est de connaître la doctrine et d'apprendre dans Marx le secret de la Révolution. Cependant ce n'est pas, j'espère, trahir le socialisme que d'accorder aux ouvriers le droit de comprendre ce qu'ils doivent servir aujourd'hui pour en profiter... demain.

En revenant aux quarante heures, à la semaine des deux dimanches, en prévoyant même un allègement nouveau de leur effort salarié, on accordera aux travailleurs un loisir suffisant pour lire et étudier Marx... et quelques autres.

Roger HAGNAUER.

PIRE QUE CLEMENCEAU !

Lorsque paraîtra ce numéro de la « R. P. », la fameuse Conférence « au sommet » sera sans doute réunie à Paris. Que peut-il en sortir ? Il est bien difficile de se faire des illusions. Ce ne sont pas en tout cas les déclarations de Khrouchtchev, nombreuses et contradictoires, qui permettent d'en espérer vraiment une « détente ». Il se donne trop de mal pour brouiller les cartes, prodiguant des sourires un jour pour brandir des menaces le lendemain et mettant un acharnement à dénoncer le danger du militarisme allemand actuel, comme si le gouvernement de Bonn était capable, dans le rapport de forces actuel, de menacer qui que ce soit, alors que c'est l'U.R.S.S. qui entretient présentement la plus forte armée de caserne et que c'est encore elle qui s'est forgée les armes modernes les plus perfectionnées et les plus nombreuses.

Au cours de sa tournée publicitaire en France, Khrouchtchev s'est appliqué à flatter nos chauvins en leur rappelant les « bienfaits » de l'alliance franco-tsariste. Et nos parlementaires du 13 mai 58, médusés, n'ont même pas réagi quand il s'est permis de justifier le pacte germano-russe de 1939, où le militarisme russe a montré qu'il était parfaitement capable de s'associer au militarisme allemand.

Ils ne sont pas difficiles nos chauvins français. Nous devons l'être un peu plus. Un Khrouchtchev justifiant le pacte hitléro-stalinien serait tout aussi capable de renouveler l'opération. Et ce ne sont pas ses attaques actuelles contre les dirigeants de Bonn qui l'empêcheraient d'accomplir une semblable volte-face. Staline passait bien pour le plus terrible ennemi du nazisme. Cela ne l'a pas empêché de signer un pacte de non-agression avec celui qui se voulait l'exterminateur du communisme. Non-agression entre eux, mais agression contre le reste de l'Europe, à commencer par la Pologne.

L'autre crime de Staline, auquel Khrouchtchev reste fidèle (ruinant ainsi les espoirs qu'avait fait naître son rapport secret au XX° Congrès du parti russe), c'est d'avoir dépecé l'Allemagne et la Pologne et d'avoir, au surplus, divisé l'Allemagne. Il reste tellement fidèle à cette politique que tous ses efforts actuels tendent à rendre définitives ces amputations provisoires et de consacrer par un « traité de paix » la division de l'Allemagne, tout en éloignant de Berlin les Occidentaux qui y sont en vertu même des conventions d'armistice établies d'un commun accord entre l'U.R.S.S. et ses alliés.

Ainsi, le sort que Khrouchtchev veut réserver à l'Allemagne apparaît pire que celui qui lui fut imposé par le traité de Versailles. Or, nul ne conteste que ce traité contenait en germes les causes de la deuxième guerre mondiale et que c'est lui qui a permis à Hitler d'accéder au pouvoir allemand.

Faut-il rappeler que les communistes, tout au moins jusqu'à la signature du pacte Laval-Staline en 1934, c'est-à-dire pendant plus de 15 ans, étaient les plus ardents adversaires du traité de Versailles ? Nous citerons seulement ce passage d'un article de Maurice Thorez paru dans l'**Humanité** du 15 janvier 1933 :

« Nous, communistes de France, nous luttons et appelons les travailleurs de notre pays à lutter pour l'annulation du traité de Versailles..., pour le droit à tous les peuples de langue allemande (y compris les Alsaciens-Lorrains et les Sudètes) de s'unir librement. Nous voulons briser les chaînes qui ligotent le peuple allemand. »

Aujourd'hui nos communistes emboîtent le pas à Khrouchtchev et s'opposent avec lui à la réunification de l'Allemagne, comme au droit du peuple allemand de décider de son sort.

Evidemment, le problème allemand ne constitue pas l'unique cause d'insécurité mondiale. L'Europe ne tient plus tant d'importance dans la vie des peuples, mais elle en conserve suffisamment pour que le problème allemand tienne une place sérieuse dans les problèmes difficiles à résoudre.

Si l'on peut affirmer que c'est le traité de Versailles, bousillé par Clemenceau, qui a enfanté Hitler et l'Allemagne nazie, et conduit ainsi à la deuxième guerre mondiale, que peut-on dire de l'œuvre fantastique de Staline coupant en deux l'Allemagne et charcutant la Pologne ? Les chauvins russes peuvent évidemment être fiers de leur grand Staline. Mais les non-chauvins de Russie, sans oublier les hommes de partout qui voient plus loin que le bout de leur nez, sont obligés de penser que l'Europe sortie de la deuxième guerre mondiale est forcément instable, terriblement instable. Mais surtout du fait de Staline et de son digne continuateur : Khrouchtchev. En raison de la faiblesse de Roosevelt et de Churchill.

Khrouchtchev peut se donner comme un champion de la paix ou être donné pour tel par ses domestiques des partis soi-disant communistes du monde entier, il n'en est pas moins le fatal champion de la troisième guerre mondiale. Il dénonce le danger actuel du militarisme allemand, tout en préparant le retour demain d'une nouvelle variété de national-socialisme et d'un effectif militarisme allemand.

F. CHARBIT.

P.S. — L'aventure de l'avion américain, survolant l'U.R.S.S. et abattu sur son territoire, n'est pas de nature à renforcer l'optimisme. Le gouvernement américain s'y est ridiculisé et celui des Soviets l'exploite à fond, qualifiant d' « acte de banditisme et de piraterie » la simple incursion d'un avion indiscret. On sait pourtant que les tentatives pour connaître ce qui se passe chez les autres sont une règle dans tous les états-majors. Et l'U.R.S.S. n'est pas la dernière à les pratiquer.

RÉPONSE D'UN TRAVAILLEUR
QUI A VÉCU 18 ANS EN U.R.S.S.
A NIKITA KHROUCHTCHEV

J'ai entendu, en langue russe, à la conférence de presse donnée à Paris par Khrouchtchev :

« Notre politique est de défendre l'indépendance des peuples... Dans notre pays, la journée de travail est de 7 heures... L'idéologie que je défends est la plus humaine... En U.R.S.S., tout le monde peut écrire librement, sauf des mensonges. »

L'INDEPENDANCE DES PEUPLES

M. Khrouchtchev s'est présenté comme le défenseur de l'indépendance des peuples. Voyons ce que les faits nous montrent :

En 1941, je travaillais dans la zone arctique soviétique à la construction de la voie ferrée Kotlas-Vorkouta. Dans la région nord et arctique soviétique arrivaient des dizaines de milliers d'hommes des trois républiques baltes — Esthonie, Lettonie et Lithuanie — des provinces de Biélorussie et d'Ukraine, des régions appartenant à la Pologne et à la Roumanie jusqu'au moment où elles furent occupées par l'Armée Rouge. Tous ces gens vivaient tranquillement avec leur famille, avant de venir sur ces terres gelées. Quand leurs villages et leurs villes furent occupés sur l'ordre du Kremlin, un grand nombre de patriotes furent passés par les armes, un autre contingent condamné aux travaux forcés et une troisième catégorie, la plus nombreuse, fut exilée en divers points des monts Oural et de l'Asie Mineure.

Bien qu'en pénétrant dans ces diverses républiques l'Armée Rouge n'ait rencontré aucune résistance, étant donné l'impuissance militaire des gouvernements, cette armée fusillait, emprisonnait, déportait les gens coupables d'avoir appartenu, avant son arrivée, à des partis politiques ou à des syndicats non communistes.

A la fin de 1944, les masses déportées se gonflèrent des populations appartenant à des provinces-frontières, incorporées à l'U.R.S.S. quand éclata la Seconde Guerre mondiale, et à des régions envahies. Il arrivait en Sibérie des populations entières, hommes, femmes, enfants, qui avaient fait le voyage dans des wagons de marchandises bourrés à l'extrême. Ils n'avaient de vêtements que ceux qu'ils portaient, n'ayant rien pu emporter de chez eux. Tous ces détenus qui arrivaient aux camps d'exploitation et d'épuisement physique, étaient des gens qui n'avaient rien de commun avec la langue, les habitudes, l'idéologie de leurs nouveaux envahisseurs.

A la fin de 1955, travaillant au camp de Potnia (Mordova) j'ai eu la chance d'être renseigné par un statisticien esthonien arrêté quelques mois avant notre rencontre. Le nouvel arrivé venait de Tallin (Esthonie) ; il m'apprit qu'avant l'entrée de l'Armée Rouge dans son pays, la population de souche esthonienne qui vivait dans le pays comptait 1.200.000 individus. En 1955, la population recensée n'atteignait pas 800.000 individus. Cette même proportion était valable pour les habitants de la Lettonie et de la Lithuanie. Toute cette population avait été remplacée par les colons venus de diverses républiques soviétiques.

En 1960, le nombre de ces victimes, ainsi que leur situation, demeurent identiques à ce qu'ils étaient il y a vingt ans. Les uns sont morts dans les camps de travail forcé, d'autres continuent à y travailler, et ceux qui ont achevé leur peine — ce sont les plus nombreux — sont déportés en Sibérie, dans les monts Oural et en Asie soviétique. Le « grand humaniste » qu'est Nikita Khrouchtchev ne leur permet pas, même s'ils ont purgé leur condamnation, de retourner dans leur pays d'origine, sauf cas exceptionnels et dans la mesure où des membres du parti ou des personnalités fidèles au régime donnent leur garantie.

Pour avoir passé huit ans dans l'Arctique et le Nord soviétique, j'ai vu arriver des centaines de milliers de détenus. Tous avaient été séparés de leurs proches. Les premiers temps, cela m'impressionnait, mais avec les années qui passaient, nos yeux ne voyaient plus, comme devant une chaîne interminable, les nouveaux contingents se déverser dans le gouffre du travail forcé et je n'y trouvais plus qu'un phénomène normal. Pourtant, en 1948, en arrivant en Asie du Sud, j'eus une impression qui me bouleversa.

En 1948, venant de la zone nord, je fus déporté en Asie, à la ville de Samarcande (Ouzbekistan). En arrivant à ma nouvelle étape, j'appris ce qui était arrivé à la population tatare de la République de Crimée et aux originaires des régions septentrionales de la chaîne du Caucase, les Kalchiks et les Tchétchènes. En 1945, les Tatars de la Crimée et les habitants des régions du Caucase manifestèrent en masse et proclamèrent leur indépendance. L'Armée Rouge répondit à leurs désirs par les armes. Les plus actifs furent exterminés. Une partie alla en prison. Et le reste, enfants, adultes et vieillards, fut chargé sur des trains en direction de l'Asie de l'Est et des monts Oural. A l'arrivée, ils se trouvèrent dans des lieux désolés et durent construire eux-mêmes des abris. En 1948, je pus vérifier moi-même que de nombreuses familles vivaient dans des huttes faites par elles-mêmes. Au début, la mortalité fut terrible, surtout parmi les malades et les anciens. Beaucoup d'autres, déportés à des milliers de kilomètres de leur village et sans espoir de retour, finirent leur vie dans le désespoir, avec la nostalgie des terres de leurs pères qu'ils avaient travaillées depuis l'enfance.

En 1948 et en 1949, en compagnie de ces déportés — déportés pour avoir demandé l'indépendance de leur peuple — je travaillais à l'usine de carrelages de Samarcande.

Les gouvernants soviétiques peuvent-ils justifier ces ignominies impitoyables en disant qu'elles furent l'œuvre du seul Staline ? **Ce qui est vrai, c'est qu'en 1960, la tête du gouvernement étant Khrouchtchev, tout ce qui fut fait par Staline demeure, et les déportés ne sont pas autorisés à regagner leur pays.**

Pour avoir été témoin des faits signalés ci-dessus ou pour les avoir vérifiés, j'étais intéressé à entendre et à voir son excellence Nikita Khrouchtchev à la télévision, défendre l'indépendance des peuples. Si M. Khrouchtchev, avant de parler, avait pensé un moment, oubliant cette frénétique manie propagandiste qui le domine, aux déportés qu'il possède dans son pays, coupables d'avoir

réclamé l'indépendance, il aurait lui-même reconnu son rôle et aurait averti le peuple français que l'impérialisme qu'il incarne, lui, Khrouchtchev, a pour résultats la suppression de la liberté d'expression, l'élimination du sentiment patriotique, l'oppression territoriale, économique et idéologique.

Personne n'ignore la tragique situation dans laquelle se trouvait le peuple ukrainien en 1933-34. A cette époque, le poste de secrétaire général du parti communiste ukrainien était occupé par Scripnik ; c'est ce dernier qui reçut les ordres formels de Staline. **Scripnik se refusa, dans cette occasion, de mener son peuple au supplice et se suicida.** Staline désigna Khrouchtchev à la place du mort. **Et Khrouchtchev exécuta les ordres que le dieu Staline lui donna : saisie des biens privés, collectivisation forcée, déportations en masse.** Comme exécutant stalinien fidèle, Khrouchtchev est nommé en 1945 membre du Bureau politique.

LA JOURNEE DE SEPT HEURES

En U.R.S.S. les ouvriers demeurent 7 heures par jour à leur poste de travail. Comment travaille-t-on pendant ces heures ?

En 1938, quand j'arrivai en U.R.S.S., existait la semaine de six jours : cinq jours de travail et un jour de repos. La semaine de cinq jours de travail se maintint jusqu'au commencement de la guerre. Pendant la guerre germano-russe, on travailla 10 et 12 heures par jour. A la fin de la deuxième guerre mondiale la semaine normale de 7 jours fut établie : six jours de travail et le septième jour pour le repos.

Jusqu'en 1956, dans l'industrie soviétique, les ouvriers demeuraient 8 heures par jour à leur poste de travail. Je dis « demeuraient » car les ouvriers soviétiques ne perçoivent pas un salaire horaire mais sont payés en proportion du travail livré quotidiennement aux contrôleurs.

En 1956, je travaillais à Dniepropetrouska (Ukraine) dans une des plus grandes usines métallurgiques de la République. Cette année-là, un jour dont la date précise m'échappe, nous reçûmes l'ordre de ne travailler que six heures le samedi. Il semble que l'annonce d'une réduction de deux heures de travail par semaine aurait dû être bien accueillie par les ouvriers. Mais le fait que ces deux heures n'étaient pas payées nous fut désagréable. Deux heures de moins par semaine, c'était huit heures de production de moins par mois.

A cette époque, la réduction de deux heures de travail par semaine fut annoncée par de grands titres dans la presse, avec les éloges aux dirigeants du parti. Ceux qui rédigèrent ces articles péchèrent peut-être par ingénuité, car ils oublièrent d'informer le peuple russe et le monde en général que si les ouvriers voulaient ne pas voir diminuer leurs salaires, ils devaient accélérer le rythme de leur travail de façon à produire et à présenter aux contrôleurs, en 6 heures de travail, ce qu'ils faisaient avant en 8 heures.

L'Etat soviétique fixa des normes pour toutes les productions. Il existe des industries, comme la métallurgie, qui comprennent douze catégories ; le bâtiment en compte sept. Chaque ouvrier appartient à une catégorie et son salaire en dépend, comme il dépend de la quantité de production livrée. Même quand ils sont d'une même classification professionnelle, tous les ouvriers ne gagnent pas le même salaire ; il existe même de grandes différences, certains gagnant 450 roubles, d'autres 1.000 roubles par mois.

D'après les renseignements recueillis en diverses usines, le salaire moyen de l'ouvrier soviétique, après décompte des impôts, est de 600 roubles. Les marchandises de première nécessité valent : 1 kilo de pain blanc : 2,40 roubles ; 1 kilo de viande : 12 à 20 roubles ; 1 kilo de beurre : 20 à 28 roubles ; 1 kilo de sucre : 9 à 11 roubles ; une paire de chaussures : 100 à 500 roubles ; un costume : 500 à 1.500 roubles.

Qu'un pays se développe peu ou beaucoup, c'est toujours, pour ceux qui n'y ont pas vécu, l'essentiel qui demeure inconnu ; c'est-à-dire le prix des marchandises et le salaire moyen.

En tenant compte du coût de la vie et du salaire moyen que perçoivent les ouvriers soviétiques, on peut dire qu'ils appartiennent à l'une des catégories les plus exploitées du monde industriel.

Les nouveaux maîtres de la Russie tentent de se justifier par l'argument que, pour industrialiser un pays, de grands sacrifices sont nécessaires. Cet argument serait juste si tous les citoyens faisaient les mêmes sacrifices. Mais le fait est que les sacrifiés sont uniquement les ouvriers et les paysans, alors que dirigeants et bureaucrates bénéficient d'une vie privilégiée.

Nombreux sont les ouvriers des pays libres qui se demandent comment il est possible que le travailleur soviétique puisse être exploité alors qu'il n'existe plus de capitalistes dans son pays. Pour ceux qui ont vécu en Union soviétique la réponse est très simple. Officiellement, personne n'est capitaliste en U.R.S.S., mais en pratique le système du travail fonctionne avec une quantité énorme de bureaucrates, qui atteint souvent 40 % du personnel de chaque entreprise, ce qui revient à dire que presque chaque ouvrier travaille pour un capitaliste, car il doit assurer la vie d'abondance des membres des innombrables comités qui planifient, dirigent, contrôlent, régularisent et administrent la production.

Si, sur cent personnes qui figurent dans l'industrie, soixante seulement participent à la production, ce sont ces soixante qui doivent assurer les appointements élevés des dirigeants et des bureaucrates. De plus, ils doivent nourrir aussi les centaines de milliers d'hommes qui composent les organes de répression, l'appareil d'Etat, les services de propagande et d'espionnage répartis dans le monde, entretenir l'industrie de guerre et soutenir une armée nombreuse. On comprend alors que les ouvriers soviétiques ne peuvent être bien payés, puisque le régime vit à leurs dépens.

Dans nos innombrables conversations avec les ouvriers soviétiques, je demandai un jour : Comment est-il possible qu'après avoir supprimé jusqu'à la racine toutes les classes exploiteuses, vous qui vivez dans le « Pays du Prolétariat », vous soyez néanmoins, avec les paysans, les classes les plus exploitées du pays ?

— Parce que, me fut-il répondu, pour chaque patron ou capitaliste supprimé, on en crée quatre nouveaux, et bien que ceux-ci portent le nom de « Camarades », ils ne nous exploitent pas moins que les anciens. Aujourd'hui, les dirigeants forment la classe bourgeoise, à traitements très élevés. L'erreur que commirent les révolutionnaires fut d'avoir donné le pouvoir exécutif à un groupe politique ou plutôt à un dictateur. Comme tu le vois, la lutte contre un Etat-patron est plus que difficile ; nous sommes soumis à une discipline militaire ; où que tu ailles, où qu'on t'envoie, le patron est le même et ton salaire est lié à ta catégorie. As-tu compris pourquoi nous ne pouvons nous rebeller ?

Que Khrouchtchev ait déclaré en France que la journée de travail était de 7 heures en U.R.S.S. revient à ne rien dire ou à créer la confusion.

Si Khrouchtchev avait voulu bien informer les travailleurs français, il aurait dit : « Le travail à la tâche a été condamné par Marx et par Lénine qui le considéraient comme une forme d'exploitation qui ruine la santé physique. Mais nous, ne tenant aucun compte de ce qu'ont dit Marx et Lénine, **nous pratiquons dans toute la production le travail aux pièces pour que l'ouvrier fournisse le plus grand rendement dans le moins d'heures de travail possible.** »

Khrouchtchev a expliqué peu de choses de la vie réelle de son pays au peuple français. Par exemple, il ne lui a pas dit que les médecins et les ingénieurs, ceux qui achèvent des études supérieures mais dont les activités ne concernent pas l'industrie de guerre, perçoivent 750 roubles par mois. Par contre, un policier touche à Moscou 900 roubles alors que des millions d'ouvriers ont un salaire qui ne dépasse pas 450 roubles. De même, il existe des directeurs, chefs de services supérieurs, officiers de haut rang, membres des organes supérieurs du parti dont les traitements vont de 5.000 à 15.000 roubles par mois. Il n'a pas dit qu'en U.R.S.S. l'allocation familiale fonctionne à partir du quatrième enfant — ceux qui ont trois enfants ne sont pas aidés ; que les ouvriers bénéficient de 12 jours fériés payés, vacances comprises ; que l'ouvrier soviétique n'a pas le droit de protester contre les normes de travail ; qu'il ne peut pas revendiquer d'améliorations sociales — toutes ces choses étant considérées comme un sabotage de la planification et atteinte à l'Etat ; que le parti communiste, qui dit représenter la classe ouvrière, n'est formé que d'un peu plus de 2 % de la population totale.

IDEOLOGIE « HUMAINE »

« L'idéologie que je défends est la plus humaine. En U.R.S.S. chacun peut aller librement, mais ne peut écrire de mensonges. » (C'est bien le mot « mensonges » en russe que Khrouchtchev a utilisé.)

Si ce que Khrouchtchev présente au monde — progrès de la technique, de l'enseignement, grandes réalisations — était le résultat d'un effort égal, équitablement fourni par tous les citoyens du pays ou'il dirige, tout le monde, y compris les ennemis déclarés, devraient bien reconnaître que l'idéologie propagée par Khrouchtchev est la plus humaine. Comme ces résultats ne sont pas le fruit d'une œuvre égalitaire — et Khrouchtchev le sait très bien — il a, en prononçant le mot « humain », ou bien pensé qu'en Occident nous sommes tous des ignorants, ou bien jugé qu'un mensonge, mille fois répété, devient une vérité.

« Vrai et humain ». Il est vrai que le progrès technique en U.R.S.S. a été obtenu au prix de millions de victimes. Quant à savoir si le système que Khrouchtchev propage est humain, ce n'est pas moi qui donne la réponse. Les faits la fournissent.

Pour avoir appartenu à cette armée de millions d'esclaves, je voudrais rappeler quelques épisodes vécus ou observés en U.R.S.S., « pays de liberté » qu'entourent tant de murailles, sans doute pour que cette fameuse liberté ne soit pas violée.

Personne ne peut nier que les grands travaux tant vantés par Khrouchtchev ont été réalisés en grande partie par les milliers de citoyens des pays baltes, de l'Ukraine, les prisonniers étrangers, les victimes intérieures du système. Et cela sur toute l'étendue du territoire soviétique. Main-d'œuvre quasi gratuite, dont le pain noir, le poisson de la plus mauvaise qualité, quelques poignées de farine et des raves étaient la nourriture. Tout ce qui fut extrait des mines de l'immense zone de Karaganda le fut par des prisonniers. Les lignes de chemin de fer d'Extrême-Orient, les routes et les villes tout au long du fleuve Amour jusqu'à la Mandchourie, sont œuvres de prisonniers. Les millions de tonnes de charbon, de mètres cubes de bois, l'or de Kolyma, le canal Moscou-Volga, celui de Belomor, à propos desquels tant de propagande a été répandue, tout cela c'est la main-d'œuvre concentrationnaire qui l'a réalisé.

Les prisonniers ont accompli une infinité de travaux et continuent d'en réaliser dans toute l'U.R.S.S. Mais ce n'est pas seulement leur force physique qui est exploitée, c'est aussi leur savoir et leur intelligence.

Dès le mois de janvier 1951 et jusqu'en avril 1953, j'ai travaillé, en qualité de prisonnier, aux travaux secrets de Koucheno, Morfinov, Plachadka — à 15 ou 20 kilomètres de Moscou — où étaient installés laboratoires et ateliers d'expériences. Il s'agissait d'études d'électronique de caractère secret. Pris en Allemagne, dans les « Républiques populaires », dans les nouveaux territoires soviétiques, plus de 1.500 personnes défilèrent pendant le temps de mon séjour : professeurs, ingénieurs, techniciens. Tous étaient amenés là de force, et, après qu'ils eussent livré leurs connaissances, ils disparaissaient. Nous, qui demeurions, nous demandions où ils étaient envoyés mais jamais nous ne pûmes l'apprendre. Ce que nous savions, c'est qu'une partie des progrès dont se vante aujourd'hui l'Union soviétique a été réalisée par des techniciens prisonniers.

Après tous ces événements, Khrouchtchev déclare à Paris : « Mon idéologie est la plus humaine ». Qu'est-ce que l'humain, l'humanité et l'humanisme signifient pour Khrouchtchev ? Son régime est peut-être humain pour lui et les privilégiés de son pouvoir. Il ne l'a pas été pour les millions de victimes mortes de faim ou d'épuisement physique, dans les camps de travail forcé.

Si M. Khrouchtchev ignore ces faits, qu'il consulte les archives de la Loubianka où il trouvera des milliers et des milliers de dossiers concernant des ouvriers et des paysans morts de faim et de froid au cours de l'édification du socialisme tel qu'il le conçoit. Il y retrouvera le dossier de mes camarades pilotes espagnols, morts en Sibérie, après avoir été envoyés en U.R.S.S. en 1938 par notre gouvernement républicain, pour y étudier...

Je ne parle pas seulement de la période qui fut celle de Staline, ni de celle qui suivit sa mort, je parle de celle de Khrouchtchev. **J'ai passé les mois de février et de mars 1956 à la prison de la Loubianka, à Moscou. Le régime pénitentiaire était identique à celui des années 1940 et 1950,** que j'avais également passées dans cette même prison : 450 grammes de pain noir, 7 grammes de sucre et deux soupes par jour. Staline était mort depuis trois ans. La norme stalinienne pour les prisonniers politiques demeurait sous le gouvernement de Khrouchtchev.

Si j'écris tout cela, que l'on ne croie pas que c'est par inimitié ou mépris pour une idéologie. Je le fais parce que je crois juste et nécessaire de dire à M. Khrouchtchev qu'il est vain pour lui de se présenter comme un homme respectueux de l'humain et comme un pèlerin de la paix, à nous qui connaissons ses hauts faits de l'Ukraine et qui savons qu'aujourd'hui des millions de déportés peinent aux travaux forcés, sous son gouvernement.

Vicente MONCLUS.

(Auteur de « 18 años en la U.R.S.S. ». Elève-pilote espagnol envoyé en 1938 en Union Soviétique, en est sorti en 1956. Voir « R.P. » de janvier 1960.)

NON, JE NE SUIS PAS D'ACCORD

Je ne suis pas d'accord avec l'article d'Hagnauer : « Après la grande parade du cirque K ». Je ne suis pas non plus d'accord avec la formule de l'Union des Syndicalistes : « Krouchtchev, successeur de Staline » et je ne suis pas le seul lecteur de la R.P. à penser ainsi puisque Duperray a jugé le tract anti-K inopportun (cf., dans le dernier numéro, la Chronique de l'Union des Syndicalistes). Les lignes qui suivent, hâtivement rédigées, et qui ne constituent pas, de ce fait, une déclaration très mûrie, ne reflètent que ma position personnelle mais je pense qu'il serait utile qu'un débat s'instaurât dans les colonnes de la R.P. et peut-être au Cercle Zimmerwald sur le thème général : « Le mouvement ouvrier en France en 1960 et les communistes ». Les conclusions, que je souhaite pratiques, de ce débat contribueraient à clarifier les positions et seraient utiles au mouvement.

Avant de donner mon point de vue sur la question, je voudrais exactement situer mon intervention. Il s'agit d'une opposition idéologique entre camarades et uniquement de cela. Ma position critique n'implique — est-il besoin de le dire — aucun sentiment non fraternel à l'égard de Guilloré ou d'Hagnauer. Par ailleurs, je tiens à souligner que la déclaration ci-dessous, que la R.P. publiera je n'en doute pas, ne trouverait certainement place aujourd'hui dans aucun journal et chercherait sans doute en vain l'hospitalité d'une revue ; je tiens en conséquence à dire tout ce que représente pour moi et pour les hérétiques en général une revue comme la R.P., refuge d'un grand prix qu'il faut maintenir ouvert aux camarades de toutes tendances, y compris le cas échéant aux camarades communistes, membres ou non du Parti, dans la mesure bien entendu où leur pensée, oppositionnelle à un certain degré au moins, ne peut trouver asile ici ou là.

Nous voici au cœur du sujet. Je ne suis pas d'accord avec Hagnauer parce que sa position anti, son « vieux parti pris » est inacceptable tant au point de vue tactique qu'au point de vue objectif.

Notre but, celui des camarades groupés autour de la R.P., est bien de réunir dans la lutte pour un socialisme respectueux de la pensée de chacun, le plus grand nombre possible de camarades. Un des problèmes les plus importants que les syndicalistes ont à résoudre est bien celui de savoir comment lutter chaque jour sur le lieu du travail avec ceux, nombreux c'est un fait, qui suivent le P. C. Une double préoccupation nous sollicite. D'une part faire progresser le mouvement ouvrier pour triompher du capitalisme, en détail par des réformes, puis en gros en le supprimant et en le remplaçant par un socialisme de justice sociale et de liberté. D'autre part, veiller à ce que à aucun prix, une victoire ouvrière ne puisse conduire à une hégémonie « communiste » stalinienne impliquant pour notre pays la condition d'Etat vassal inconditionnellement lié à l'Etat russe.

S'il est vrai en France que la classe ouvrière suit, en partie du moins, le P.C., il est non moins vrai, à nos yeux du moins, qu'une « démocratie populaire » serait aussi fatale à cette classe et aux ouvriers communistes qu'à nous-mêmes. Il en résulte qu'il est indispensable de mettre en garde nos camarades communistes contre un système qui les menace autant que nous. L'avenir du mouvement ouvrier est ici en jeu et un échec de notre part, l'échec de tous ceux qui luttent pour un socialisme libéral, aurait des conséquences très graves. Il importe donc, absolument, que nous réussissions à engager le dialogue mais ce dialogue ne s'engagera que si nos interlocuteurs sentent en nous des camarades et non des ennemis, des obsédés de pureté se refusant à tout entretien sacrilège. Or, quand Hagnauer écrit, parlant des « communistes authentiques » : « ils doivent *d'abord* rompre totalement avec l'Eglise officielle », entendons avec le P.C., cela veut dire en clair qu'Hagnauer acceptera d'engager le dialogue le jour où ces communistes penseront comme Hagnauer lui-même. Et cela réveille en moi de vieux souvenirs, ceux d'une fameuse tactique « classe contre classe » qui exigeait, pour qu'on fasse alliance avec un socialiste, que ledit socialiste ait préalablement renié son parti et ses chefs. On connaît les succès que valut au P.C. une telle tactique. Celle d'Hagnauer n'en déterminera pas de meilleurs...

Mais Hagnauer a non seulement tort en tant que stratège, il a tort également du simple point de vue objectif. Coupé de tout contact avec le monde communiste depuis une trentaine d'années, il ne le connaît plus qu'au travers du prisme déformant des publications antisoviétiques, souvent dirigées par des staliniens d'hier ou d'avant-hier qui n'ont pas toujours, en retournant leur veste, dépouillé le vieil homme. A une Eglise, ils ne savent opposer qu'une autre Eglise, l'Eglise anticommuniste. Leur vision du monde est simple : d'un côté le bloc communiste, monolithique, avec ses chefs mais aussi avec tous les fidèles et qui représente le Mal, de l'autre le bloc non communiste, le monde « libre » qui, ne serait-ce que par antithèse, représente le Bien. J'avoue que je vois les choses moins simplement et pour limiter l'analyse au monde communiste, je dirai, parce que je le sais, parce que je me suis toujours refusé à rompre le contact avec mes ex-camarades de Parti qui, après tout — nous ne devrions jamais l'oublier — ne soutiennent souvent aujourd'hui que ce que nous-mêmes soutenions hier, j'affirmerai, en toute certitude, que le monde communiste ne constitue pas un bloc immuable, stalinien depuis toujours, éternellement voué au mal et à jamais maudit. Et cela me semble vrai tant au point de vue international que national.

International d'abord. Quand on voit ce parallèle Khrouchtchev-Nicolas II, on sourit mais on ne prend pas cela au sérieux. La « tyrannie » de Khrouchtchev n'est tout de même pas celle de Staline (1). Il y a là plus qu'une nuance ! Car enfin il n'y a plus d'exécutions en U.R.S.S., plus de procès de sorcellerie. Il n'y a vraisemblablement plus de camps de concentration ou, du moins, des changements, d'importants changements, sont intervenus. Même des critiques commencent à pouvoir se manifester...

Voilà, dira-t-on, Maitron qui salue la démocratie soviétique ! Je me refuse une fois de plus à me laisser enfermer dans ce dilemme absurde : être contre ou être pour. Je suis pour certaines choses et contre d'autres, tout aussi définies. Je me réjouis de l'évolution heureuse que je constate et regrette qu'elle ne soit pas plus rapide, qu'elle semble s'arrêter, qu'il y ait même parfois recul mais je demeure résolument optimiste quant au sens général de cette évolution. Au plus noir de la lutte, quand Vichinski-Staline régnait, je n'ai jamais désespéré. Comment serais-je aujourd'hui plus pessimiste ?

Certes, je fais plus d'une réserve concernant K. (2) et je regrette notamment que ce soit ce disciple de Staline, qui fut, au moins par son silence,

(1) Staline lui-même n'a d'ailleurs rien à voir avec Nicolas II ne serait-ce que parce qu'il a fait répandre l'enseignement des grands penseurs socialistes et célébrer les exploits des révolutionnaires de tous les temps — mais ceci est une autre histoire.

complice des crimes, qui se trouve être, aujourd'hui, l'artisan d'une certaine déstalinisation. Mais il est cet artisan. Qui aurait osé rêver, voici dix ans, entendre un chef soviétique prononcer un rapport aussi antistalinien ? Qui ? Pas même Hagnauer ! Et pourtant, K. a fait un tel rapport. Quels qu'en aient été les mobiles, cela est et rien ne pourra empêcher que les conséquences ne se fassent sentir, bénéfiques, pendant longtemps. Aucun « thorézien » du monde n'y peut rien. C'est à nous, antistaliniens, d'en profiter pour faire en sorte que le mouvement de libération progresse sans jamais se muer en contre-révolution. Aidons de toutes nos forces ceux qui, dans le mouvement ouvrier international, communistes compris, poussent à la déstalinisation. Mais prenons garde. Nous ne pourrons réussir dans cette tâche difficile, nous ne serons écoutés que si nous évitons les outrances inutiles, les contre-vérités qu'il nous faut laisser à ceux qui ont fait de l'antistalinisme et de l'antisoviétisme une profession lucrative mais qui manque d'indépendance, à ceux qui, est-il besoin de le dire, se moquent de l'émancipation ouvrière à laquelle, à la *R.P.*, nous désirons, les uns et les autres, travailler, Hagnauer le premier.

A l'échelon national, les choses sont plus claires encore car il ne s'agit plus d'Etats avec leurs appareils mais d'individus et les contacts humains ne trompent pas. Ces contacts nous incitent à un optimisme raisonné, ils interdisent que l'on s'abandonne aux désespérantes visions d'Hagnauer. Car enfin, si tous les communistes français sont staliniens, si même, dans certains cas, les rejoignent dans l'erreur molletistes et autonomes, trotskystes et libertaires, que reste-t-il d'authentiquement révolutionnaire et de valable dans la gauche française sinon Hagnauer lui-même, et encore lui arrive-t-il, du moins je l'espère, de douter de sa pureté.

Lorsqu'on fréquente les milieux communistes — j'entends il est vrai les milieux intellectuels, je connais très mal les autres (3) — on en vient à se demander s'il existe encore des staliniens. Pour ma part, je ne pourrais en citer un seul qui affiche cette qualité. Encore faut-il, si l'on veut savoir ce que pensent vraiment ces camarades, éviter de discuter avec eux comme s'ils étaient des criminels. Des exemples ? Certes, je ne ferai pas état ici de conversations particulières et me bornerai à des prises de position publiques. Or, que l'on prenne *Critique de base* de Baby ou le dernier *Lénine* paru, celui de Bruhat, dans lequel voisinent, en fin d'ouvrage, dans un curieux côte à côte — je recopie un fragment de bibliographie sans omettre un nom — Karl Radek, John Reed, Alfred Rosmer, Jacques Sadoul, Victor Serge, Staline, J. Steinberg, Trotski, on constate qu'il y a quelque chose de changé dans le royaume thorézien. Bien entendu, c'est encore peu de chose mais ces manifestations, que je n'assimile nullement d'ailleurs — celle de Baby étant de critique contre la direction, non envers le Parti lui-même, celle de Bruhat, parfaitement orthodoxe dans son khrouchtchevisme — sont un pâle reflet, la dernière surtout, du bouillonnement qui se manifeste dans les cerveaux des membres du Parti. Certes, tous ces camarades demeurent attachés à leur organisation à la fois sentimentalement mais aussi par souci d'efficacité, convaincus qu'ils sont que leur présence contribue à favoriser une régénération. La plupart n'en condamnent pas moins, comme nous, bien que de façon différente dans l'expression, et le pacte germano-soviétique et les procès préfabriqués et les chars de Budapest et l'absence de démocratie. Qu'ils se trompent lorsqu'ils imaginent qu'un redressement est possible de l'intérieur grâce à leur seule action, je le crois et c'est bien pourquoi je ne suis pas à leurs côtés. Mais lorsqu'ils affirment : en dehors du Parti il n'y a rien, faisons donc, à notre tour, notre autocritique. Qu'avons-nous fait ? Dans quelle mesure avons-nous aidé, fraternellement, ces camarades ? Bien loin de les encourager, nous avons souvent contribué, par notre attitude incompréhensive, à nouer plus fortement des liens qui se relâchaient. Au lieu de préparer, pour les accueillir, une organisation valable, nous n'avons su être que des négateurs et aujourd'hui encore, nous n'avons à leur offrir que des chapelles sans fidèles. L'attitude d'Hagnauer en particulier, de la *R.P.* en général, est trop peu constructive — et c'est peu dire — à cet égard. Je ne voudrais certes pas me donner en exemple mais si, à 50 ans, je milite au P.S.U. après avoir passé un an à l'U.G.S., on m'accordera que ce n'est pas pour faire carrière. Nous ne réussirons peut-être pas ; du moins aurons-nous tenté quelque chose qu'il était indispensable de tenter. Si nous connaissons l'échec il faudra, en France, et pour longtemps, dire adieu à un mouvement socialiste véritable. C'est alors que nous pourrons — ceux du moins qui en auront encore envie — faire du révolutionnarisme en chambre. Pendant ce temps, l'histoire continuera à se faire, en dehors de nous et contre nous. Nous n'en sommes pas encore là, heureusement. Agissons donc pour qu'il n'en soit pas ainsi, sur le plan syndical, dans la voie indiquée par le M.S.U.D., sur le plan politique, dans celle tracée par le P.S.U. Des risques, il y en a ! Mais la vie est une aventure. Rien n'est écrit. C'est nous qui, dans un cadre donné, faisons l'histoire. Pour réussir, il faut autre chose que des sarcasmes et de l'intransigeance à sens unique. Certes, souvenons-nous d'hier. Mais conservons notre foi dans l'homme. En dernière analyse, c'est par l'action, avec un peu de théorie et beaucoup de fraternité, que nous construirons la société socialiste de demain.

Jean MAITRON.

(2) Son nationalisme, son désir de nous voir chausser les bottes de l'antigermanisme me déplaisent fort mais je ne comprends pas la tirade d'Hagnauer sur le dynamisme allemand « qui ne se révèle belliqueux que parce que l'on s'oppose à son expression pacifique ». Si cela concerne aussi la période hitlérienne d'avant 1939, cela me paraît aberrant !

(3) N'oublions tout de même pas que, depuis la Libération, trois membres sur quatre du Parti ont « voté avec leurs pieds » et quitté l'organisation.

ERRATA

A la deuxième partie de l'étude de Jean Maitron sur « La personnalité du militant ouvrier français dans la seconde moitié du XIXe siècle » :

— P. 18-90, 2e colonne, vers le bas : « Le dernier acte du militant, m'a-t-il écrit, le plus **dur** pour moi... » et non « le plus pur ».

— P. 19-91, 1re colonne, vers le bas : « selon les mouvements et les idéologies, selon les **régions...** » et non « selon les régimes ».

ANTOINETTE BIGOT

Quelques mots de Marthe Bigot à des amis — quelques mots ordinaires, simples, pour annoncer la mort subite de sa sœur Antoinette. Ceux qui connaissaient les deux sœurs, leur très longue vie commune, éclairée par des idées communes, des devoirs communs accomplis avec la même simplicité et la même hauteur morale, peuvent seuls apprécier ce que cette irréparable séparation représente pour notre grande amie.

Antoinette avait collaboré à l'effort du socialisme, puis du communisme internationaliste. Et si son état de santé l'avait empêchée de militer activement, on savait qu'elle était présente et efficace, à tous les moments difficiles et périlleux.

Ici, dans notre maison, Marthe Bigot sait qu'elle est toujours chez elle. Et dans cette terrible épreuve, nous voulons lui exprimer simplement la constance de notre profonde amitié.

LA PRESSE ET LES SYNDICATS[1]

Il y a quelques années, à l'époque où le mouvement poujadiste prenait son élan, je m'étais permis, dans la page sociale que je rédigeais chaque semaine pour un quotidien du Sud-Est, de publier un article qui critiquait à la fois le système de distribution en vigueur en France, le rôle social joué par les intermédiaires en surnombre et la facile démagogie des propagandistes de l'Union de défense des commerçants et artisans. Les résultats de la publication de ce texte furent doubles : quelques lettres d'encouragement d'une part, et d'autre part la suppression de toute publicité, dans plusieurs départements, à la suite d'une décision prise par diverses organisations de commerçants.

A la même époque se préparait la conférence économique de Moscou, pour laquelle un grand battage était organisé. Parmi les représentants français figurait l'animateur d'un important groupe de publicité, Bernard de Plas. Pour renseigner les lecteurs au sujet d'un certain nombre de procédés, classiques pour ce genre de conférences de propagande, qui visent néanmoins quelques buts pratiques utiles pour une stratégie d'ensemble, j'avais rappelé que l'enthousiasme de ce délégué pouvait être expliqué par un lourd dossier concernant ses activités pendant la guerre et par la pression que les services — disons parallèles — soviétiques exerçaient sur lui au point d'en avoir fait, pendant une certaine période, un de leurs porte-parole dans les milieux d'affaires. Cette note ne parut jamais. Elle était composée et mise en page mais, par un malencontreux hasard, le chef du service de la publicité du journal tomba sur la morasse. De Plas était distributeur d'un certain nombre de marques — pour la publicité, j'entends — et dans l'esprit du chef de la publicité du journal, il ne pouvait être question de parler — sauf pour en dire du bien — d'un homme qui maniait la louche à caviar des placards et quarts de page d'annonces payantes.

Ces deux faits sont racontés ici pour mettre en évidence la situation dans laquelle peut se trouver placé un journaliste qui tente de faire passer, dans la presse quotidienne dite « d'information », un certain nombre de renseignements pouvant intéresser l'opinion, et pour montrer quelles sont les limites, rapidement atteintes, du droit que possède chaque journaliste de faire connaître à ses lecteurs, dans le journal auquel il collabore, ce qu'il sait. Cela revient à dire banalement que, dans une société basée sur les lois du commerce et sur un vieux système de dépendances sociales, la liberté d'information est forcément restreinte.

C'est là un phénomène normal. Dès l'instant où l'on doit équilibrer un budget, compter sur la publicité, chercher à étendre le public de lecteurs et d'abonnés, ménager les autorités, ne pas heurter même les messageries qui assurent votre diffusion, force est de composer avec la société dans laquelle on vit. Le seul mais difficile effort qui peut être demandé à des journaux qui ne visent pas essentiellement à « vendre du papier », c'est un combat incessant pour que les servitudes sociétaires n'étouffent pas entièrement la raison d'être d'une publication.

C'est, pour la presse, ce qui se présente dans le mouvement syndical : les luttes ouvrières se terminent, dans l'immense majorité des cas, par un compromis avec les employeurs. La constante difficulté, c'est de ne pas considérer le compromis comme mettant fin à la lutte générale, et de ne pas sacrifier le but aux méthodes. C'est là un problème que les militants syndicalistes de la Loire connaissent bien, eux qui marchent sans cesse en avançant alternativement le pied droit des réformes et le pied gauche des revendications révolutionnaires, ce qui étonnera et déconcertera toujours les sociologues en chambre.

Mais ce qui peut et doit être reproché à la classe ouvrière et aux organisations syndicales, c'est de ne pas jouer pleinement leur rôle de contrôleurs de la presse d'information, en tant que secteur important de lecteurs, c'est-à-dire de consommateurs ayant droit à une marchandise de bon aloi. L'appel à l'opinion publique, l'information de cette opinion sur des problèmes d'intérêt général étaient autrefois la règle dans le mouvement syndical. C'est une tradition qui peut être renouée par les syndicats engagés dans toute lutte où les principes mêmes de la justice sociale sont en cause. Unions départementales, unions locales, fédérations d'industrie ne peuvent négliger ce qui est l'objet d'un soin spécial de la part des services de « relations publiques », des organisations patronales, des partis, des groupes de pression. On ne peut certes espérer que la presse d'information devienne le porte-parole des syndicats, mais il est possible aux organisations syndicales, par des lettres adressées aux directeurs et aux rédacteurs en chef, par des communiqués, par des rectifications objectives, de manifester leur présence et leur existence à ceux qui dirigent les journaux, et d'empêcher la publication — ou de corriger — certains articles qui témoignent souvent d'une grande ignorance des problèmes ouvriers ou qui reflètent, souvent inconsciemment, les points de vue officiels ou patronaux.

Prenons un exemple actuel, celui du conflit qui met en présence les organismes de la Sécurité sociale, les organisations de médecins et l'Etat. Si les centrales syndicales, les unions départementales et locales s'efforçaient d'éclairer l'opinion par la publication des chiffres — je parle de ceux qui correspondent aux prix réels des consultations et aux prix réels des remboursements, la responsabilité de l'Ordre des médecins apparaîtrait clairement, alors qu'elle se trouve aujourd'hui noyée sous le flot des explications fournies par les seuls syndicats de médecins et par les multiples pressions exercées par cette corporation au sein de tous les partis, je dis bien de tous.

Ce sont là des propositions utiles, nécessaires, mais limitées. Car le mouvement ouvrier ne peut espérer que la presse d'information informe ses lecteurs de ce qu'elle ignore elle-même. Pas nécessairement par mauvaise volonté ou par calcul, mais tout simplement parce que les meilleurs journalistes, les mieux intentionnés, ne connaissent pas toujours la réalité ouvrière. Même pour la plupart des journalistes qu'il est convenu d'appeler « de gauche », la classe ouvrière est une abstraction, un concept, une idée avec laquelle on jongle, à propos de laquelle on spécule avec un mélange de crainte ou de mépris. Mais la peine des hommes et le sentiment de la contrainte ne peuvent s'apprendre dans les livres ou être imaginés. Ce sont des réalités qu'il faut vivre, et les vivre d'un bout à l'autre de l'existence.

C'est pourquoi nous, syndicalistes, nous n'accordons qu'une confiance limitée aux nouvelles, enquêtes et analyses de phénomènes sociaux qui paraissent dans la presse et que nous nous efforçons spontanément de les traduire en langage de travailleur. Les intellectuels ont une propension naturelle à juger du caractère progressiste de certains phénomènes politiques ou sociaux d'après le vocabulaire

(1) Texte d'une conférence faite par Louis Mercier au G.I.E.C.O. (Groupement Intersyndical d'Etudes et de Culture Ouvrière) de Saint-Etienne.

et les thèses qui les couvrent. Nous avons tendance à vérifier sans cesse ce que signifient les programmes, les décrets et les réformes par rapport à la condition ouvrière. C'est pourquoi sans doute ce qui enthousiasme souvent les lecteurs d'hebdomadaires de gauche nous laisse sceptiques. Quand, par exemple, il est question de l'Egypte — ou de Cuba — les journalistes ont l'attention fixée sur ce qui se passe au Caire — ou à La Havane — sur les grands travaux et sur les déclarations de Nasser — ou de Castro — alors que nous cherchons à savoir dans quelle mesure le sort des fellahim de la vallée du Nil — ou celui des paysans cubains — se transforme et de quelle façon ils participent à la vie sociale. Quand on nous présente de mirifiques doctrines sur l'association capital-travail, c'est moins les considérants du texte qui attirent notre attention que ce qui, dans le comportement de chaque salarié, peut s'en trouver affecté.

Mais alors, si la classe ouvrière ne peut compter pleinement sur la presse faite par d'autres, et si elle possède une optique qui lui est particulière, une grosse responsabilité reviendrait aux organisations syndicales ouvrières et la presse ouvrière aurait un rôle considérable à jouer ? Je le crois. Et pourtant, nous sommes bien obligés de reconnaître que la presse syndicale est d'une lecture aride, qu'elle contient davantage de jargon administratif que de langage populaire, qu'elle sent le bureau plus que l'usine.

C'est que les travailleurs ont perdu l'habitude d'exprimer par eux-mêmes, dans leur parler, ce qu'ils savent, ce qu'ils ressentent, ce qu'ils espèrent. A force d'en laisser d'autres parler à leur place, ils sont devenus muets. Est-ce parce qu'ils n'ont rien à dire ? Allons donc ! Il n'est pas un seul matelot qui aurait, comme l'a fait la presse pendant des semaines, affirmé que le pilotage des navires dans le canal de Suez demandait des spécialistes entraînés pendant de longs mois. Il n'est pas un ouvrier des Ponts et Chaussées qui aurait avalé l'énorme canular lancé il y a peu de temps, sur les essais de chauffage anti-verglas sur les routes de Bretagne.

Les militants ne sauraient-ils pas écrire ? Mais à parcourir les collections de brûlots ouvriers qui ont été et continuent à être édités, ne trouve-t-on pas la pensée et la clarté ? Sans remonter aux temps où les équipes de compagnons entreprenaient et risquaient, sans évoquer **Le Père Peinard** d'Emile Pouget ou **La Vie Ouvrière**, la vraie, la nôtre, ne trouve-t-on pas avec Pierre Monatte, avec Henri Poulaille, avec Georges Navel, des hommes qui rédigent avec un talent fait de simplicité, qui écrivent pour être compris ? Ceux qui ont connu, avant guerre, **Le Réveil syndicaliste** se souviennent sans doute des chroniques de Jourdain, qui était terrassier et qui mourut en prison, ou de celles de Léger, qui était plombier-zingueur et dont les textes valaient bien ceux de nombreux professionnels.

Est-ce le fait alors que les connaissances du métier ou de la région soient limitées au point d'interdire d'aborder les problèmes plus vastes ? Cela dépend des spécialistes, mais le mouvement syndical comprend des spécialistes dans tous les domaines. Je suis convaincu que si les militants des fédérations des Contributions Directes et des Indirectes donnaient les chiffres, les chiffres réels de ce que paient et de ce que ne paient pas les gros revenus, étalaient le mécanisme des fraudes, la réforme fiscale s'en trouverait hâtée et dans le sens que nous souhaitons. Si les militants des industries chimiques et des industries pharmaceutiques fournissaient les prix de revient réels des produits détersifs ou des spécialités pharmaceutiques, il y aurait matière à une campagne d'opinion pour la baisse de certains prix et l'épongement des déficits de la Sécurité sociale.

La presse ouvrière ainsi conçue manquerait-elle de noms prestigieux ou de valeurs culturelles ? Mais faut-il encore rappeler qu'il y a un demi-siècle les feuilles ouvrières étaient celles où les auteurs faisaient leurs premières armes ? Sans doute nul ne se souvient que Shalom Asch, le grand romancier yiddish, publia ses premières nouvelles dans les journaux des ouvriers juifs de Londres, l'**Arbeiter Freint** ; que les plus grands intellectuels suédois ont de tout temps collaboré à la presse ouvrière et qu'aujourd'hui encore l'hebdomadaire des syndicalistes suédois, **Arbetaren**, possède les signatures — mal payées ou pas payées du tout — d'essayistes et de philosophes dont les grands quotidiens tireraient orgueil.

Non, ni Albert Camus, qui découvrit comme il le disait lui-même, le sens de la liberté par l'expérience de la misère et non dans les ouvrages théoriques, ni Ignazio Silone — qui lut pour la première fois Dostoïevsky à la « Carcel modelo » de Barcelone, ni Ramon Sender, le meilleur des romanciers de l'émigration espagnole, n'ont jamais refusé à la presse ouvrière leurs écrits ou leurs cris de protestation.

D'autre part, l'aspect misérable, la pauvreté de présentation de nos publications — que nous déplorons et qui n'est pas voulue — ne doit pas faire oublier l'essentiel. Ces journaux éphémères, ces feuilles dont le numéro 1 n'a guère de suite, ces revues sur papier de mauvaise qualité, ce sont eux en définitive qui portent l'esprit, les initiatives et les espérances de la classe ouvrière. C'est en fin de compte vers eux que se penchent les historiens du mouvement social pour retrouver ce qui était vivant et qu'ils ne trouvent pas dans les journaux faits pour les travailleurs mais non par eux.

Quand les historiens Maxime Leroy, Edouard Dolléans ou Gérard Dehove retracent les péripéties du mouvement syndical, ce sont ces bulletins ronéotypés, ces revues mal imprimées qu'ils consultent pour retrouver la constante et la conscience ouvrières. Dans la déjà vieille **Révolution prolétarienne,** cette revue que vous êtes nombreux à connaître et qui en est à sa 36e année d'existence, que bien des hebdomadaires ou des quotidiens lancés à grands frais traiteraient par le mépris, vous auriez pu trouver, bien avant que l'esprit de mode de la grande presse ne les découvre, le programme de Fidel Castro, ou les raisons qui firent que le parti socialiste de la Renaissance Arabe décida de demander l'unité de la Syrie avec l'Egypte, ou les péripéties de la lutte terrible que mènent les organisations syndicales authentiques d'Argentine pour résister et aux gouvernements d'hommes d'affaires et aux démagogies péroniste ou totalitaire.

Non, camarades, nous n'avons pas à être honteux de nos journaux ouvriers quand ils émanent effectivement des efforts ouvriers. Ce dont nous pouvons nous plaindre, c'est de leur peu de rayonnement, c'est de leur diffusion limitée. A notre époque de journaux à grands tirages, de radio, de cinéma et de télévision, l'information prend des allures d'industrie. Ce ne sont plus des éléments de jugement qui sont offerts, mais des opinions toutes faites.

Ces quelques remarques, camarades, ne sont pas destinées à vous bercer, mais à vous inquiéter. La presse ouvrière que nous cherchons à développer n'est pas un opium ; elle ne peut être qu'une incitation permanente à la réflexion et à la prise de responsabilité. C'est que nous croyons en une certaine tradition, qu'avait si bien définie le vieux militant suisse Fritz Brupbacher, quand il parlait des pionniers de la C.G.T. du début de ce siècle : « C'étaient des chefs de guerre qui marchaient au-devant de leurs troupes... »

Louis MERCIER.

Manifeste des Syndicats F.-O. de la Loire
POUR L'ARRÊT du CONFLIT ALGÉRIEN

L'Union Départementale des Syndicats Force-Ouvrière de la Loire, en présence d'une situation qui se dégrade chaque jour davantage par le seul fait de l'existence du conflit algérien, a décidé de publier le présent manifeste. Elle demande à tous ceux qui en ont conscience, en particulier à la presse et aux militants de l'aider à le diffuser largement en vue de faire prendre conscience à l'opinion qu'elle peut, si elle le veut, aider à l'aboutissement d'une solution pacifique.

Le 1er février, certains ont cru que nous soutenions le général De Gaulle, alors que nous ne défendions que des principes affirmés par nous depuis plus de cinq ans. Nous pensions alors et nous continuons à penser qu'un homme, fût-il De Gaulle, ne résoudra rien tout seul. Alors notre devoir de syndicalistes est tout tracé. Puisque les factieux n'ont pas désarmé, puisque l'espoir d'aboutir a reculé, il convient d'agir pour ramener la paix et garantir la démocratie.

UNE GUERRE ATROCE ET INUTILE

Voici plus de cinq ans que se prolonge le conflit algérien.

Chaque jour, des hommes, des jeunes pour la plupart, meurent.

Chaque jour, des millions, qui manquent par ailleurs, sont engloutis.

Chaque jour, en un mot, augmente le passif d'une guerre qui se révélera, un jour ou l'autre, sans objet aux yeux de tous.

Est-il concevable, alors que les peuples d'Afrique accèdent les uns après les autres à l'indépendance, que l'Algérie reste ce qu'elle est ? C'est impensable. Alors pourquoi, cette constatation faite, ne pas en tirer la conclusion logique et essayer par tous les moyens d'en finir ? Qui s'y oppose ? L'armée ? Les Européens d'Algérie ? De Gaulle ? Ses ministres ?

Personne n'ignore que le 13 mai 1958 la IVe République fut renversée sous la pression conjuguée des « colonels » et de la majorité des Européens d'Algérie.

ESSAYONS D'Y VOIR CLAIR

Personne n'ignore — et pour cause — que le général de Gaulle, s'il fut plébiscité par la métropole et l'Algérie, l'a été pour deux raisons essentielles mais différentes dans ce domaine :

— L'armée et les Européens d'Algérie voulaient « l'Algérie française » et pensèrent l'obtenir avec de Gaulle ;

— La métropole voulait la paix en Algérie et fit confiance à de Gaulle pour y parvenir seul.

Doté de pleins pouvoirs, le nouveau chef de l'Etat sembla ne pas céder aux hommes du 13 mai et, après de nombreux mois, le 16 septembre 1959, fit connaître sa volonté d'assurer la libre détermination du peuple algérien. Le tout fut, bien sûr, assorti de garanties à l'usage des « excités » qui ne s'en trouvèrent point satisfaits et déclenchèrent à nouveau les émeutes de janvier 1960. Elles semblèrent échouer puisque le 29 du même mois le Président de la République confirmait sa volonté exprimée le 16 septembre. Notons, et ce n'est pas sans importance, la grève générale du 1er février qui réaffirma à la fois la détermination des travailleurs métropolitains de s'opposer aux factieux d'Alger et de soutenir une solution permettant aux Algériens de choisir eux-mêmes leur avenir.

Pour la deuxième fois, Alger semblait avoir capitulé et la porte paraissait ouverte à une négociation qui à nos yeux devait aboutir au cessez-le-feu et à la définition des conditions d'application loyale de l'autodétermination.

En réalité, l'espoir fut de courte durée et les déclarations faites par le général de Gaulle aux officiers de l'armée d'Algérie dans le mois qui suivit, au cours de la tournée des popotes, infirmèrent totalement les précédentes sans que les motifs en fussent pour autant révélés.

UNE NOUVELLE GUERRE DE CENT ANS

Une nouvelle guerre de cent ans s'amorce car, et chacun le sait bien, il n'est pas de victoire militaire possible. En effet, les troupes du F.L.N., même si elles subissent des pertes considérables, possèdent des réserves suffisantes pour des années. Elles trouvent des appuis financiers les plus divers, des terrains de manœuvre hors des frontières algériennes, des sympathies y compris chez ceux qui au plan politique sont considérés comme les alliés de la France.

Aussi, l'extermination n'étant pas pensable même pour les plus « ultras », on va s'enfoncer chaque jour un peu plus dans la guerre. Le fossé va s'élargir entre les parties en présence et la haine rendra impossible rapidement un dialogue fructueux. Un jour, il faudra pourtant arrêter cette tragédie et ce sera alors fait dans les pires conditions pour les Français d'Algérie qui n'auront d'autre ressource que de quitter une terre à laquelle ils sont attachés.

DEMOCRATIE ET ECONOMIE MENACEES

Mais, à mesure que passe le temps, notre économie s'affaiblit. Les milliards dépensés en vain nous privent d'investissements indispensables et compromettent le volume de la consommation intérieure par les devises qu'ils exigent. La production est insuffisante par rapport au niveau d'expansion qu'il nous faudrait atteindre. Le sous-emploi est la conséquence la plus immédiate.

Pendant le même moment, les nouvelles institutions dont on nous avait dit qu'elles garantiraient les libertés se révèlent aussi fragiles que les précédentes. La stabilité promise est relative et l'ensemble ne tient que par l'application rigoureuse d'une politique réactionnaire dont les travailleurs font les frais. La démocratie est donc elle-même menacée et nous n'en voulons pour preuve que les récentes déclarations du général de Gaulle devant les Chambres britanniques où il fit, à n'en pas douter, à travers les institutions anglaises, un plaidoyer pro domo du système présidentiel.

C'est unanimement le 1er février que fut suivi l'arrêt de travail dont les objets essentiels étaient, rappelons-le encore :

— Défense de la liberté ;

— Autodétermination pour le peuple algérien.

Cette volonté qui s'est manifestée ce jour-là n'a pas changé. Il importe qu'elle triomphe car elle correspond à la sagesse et à la justice. Aussi, est-ce aux syndicalistes d'aider l'opinion à prendre conscience, à réagir puisqu'on s'écarte du chemin que nous avions choisi voilà cinq ans. N'attendons pas que le clan de la guerre triomphe. Une action nationale appropriée, pouvant aller jusqu'à un nouvel arrêt de travail, doit s'engager pour que s'impose le dialogue conduisant à un cessez-le-feu, aux garanties d'application loyale de l'autodétermination, à la coexistence fraternelle, à la Paix.

La situation des internés du Camp de Larzac (Aveyron)

A mille mètres d'altitude s'étendent les Causses mornes et désolées du Larzac, continuellement balayées par les vents et soumises aux rigueurs d'un climat extrême. C'est dans ce cadre lunaire qu'est situé le camp d'assignation à résidence surveillée du même nom, dernier rejeton des services du Ministère de l'Intérieur.

Dans des conditions incompatibles avec le respect de la dignité de la personne humaine, trois mille Algériens y sont internés, en majorité des suspects que la police a appréhendés lors des rafles et des ratissages qu'elle effectue journellement dans les quartiers nord-africains de toutes les villes de France.

En vertu du décret du 7 octobre 1958 qui autorise tous les abus et consacre en fait la légitimité et le triomphe de l'arbitraire, les pouvoirs publics procèdent à l'arrestation et à l'internement de milliers de travailleurs auxquels est reprochée uniquement la qualité d'Algérien.

Ces actes apparaissent plus odieux encore lorsqu'on sait que le salaire de ces ouvriers représentait l'unique ressource de leurs familles aux besoins desquelles ils subvenaient.

Sous le vocable commode d'« assignés à résidence », l'Administration nous parque par centaines dans des pavillons exigus, dans une promiscuité qui favorise l'éclosion et la propagation des maladies épidémiques.

Le régime alimentaire est mauvais et, en dépit de maintes réclamations faites auprès des services intéressés, la préparation et la qualité de la nourriture qui constitue notre ordinaire n'ont pas été améliorées.

Le nombre ridiculement réduit de lavabos, les fréquentes coupures d'eau, le surpeuplement des locaux mis à notre disposition qui servent à la fois de dortoirs, de réfectoires et de salles de séjour, tout cela démontre, s'il en est besoin, la volonté des responsables administratifs du camp de ne point tenir compte des règles élémentaires de l'hygiène.

A cette carence s'ajoutent le fonctionnement défectueux de la « cantine » et la fin de non-recevoir qu'oppose systématiquement la direction à nos demandes réitérées de distributions de savon, contrairement à ce qui se passe dans les prisons.

Dans le domaine sanitaire, la situation n'est pas plus satisfaisante.

L'Administration limite à un jour par semaine et à un chiffre dérisoire le nombre des consultations médicales de sorte qu'un grand nombre de malades attendent souvent plusieurs semaines leur tour d'être auscultés. Il est vrai que cette même Administration nous dispense généreusement des comprimés d'aspirine, remède souverain, comme chacun sait, contre la tuberculose, la syphilis et — pourquoi pas ? — les affections mentales.

Au cours de l'hiver écoulé, au moment où une vague de froid sévissait, une épidémie de grippe asiatique s'est déclarée dans le camp alors que nous entreprenions une grève de la faim afin d'attirer, une nouvelle fois, l'attention des autorités sur les graves conséquences qui, un jour ou l'autre, découleront du manque de soins et des mauvaises conditions hygiéniques auxquels nous sommes soumis depuis l'ouverture de ce camp.

Toutes nos protestations n'ont pas, hélas ! contraint les responsables administratifs à faire leur examen de conscience et à modifier leur attitude ; au contraire, ils n'hésitent pas à recourir à la force en dépit des assurances formelles prodiguées par M. Patin, président de la Commission de Sauvegarde des Droits et Libertés individuels, à Mᵉ Delay, membre du barreau de Lyon.

Au demeurant, nous avons saisi le parquet de Millau (Aveyron) de plusieurs plaintes pour blessures.

Sur un autre plan, l'arbitraire caractérise également les méthodes et les actes administratifs. Un service de censure contrôle, retarde ou détourne notre courrier, même quand il est destiné au Comité international de la Croix-Rouge, proscrit toute littérature et ne nous autorise à lire que les journaux qui reflètent les idées « des milieux bien-pensants ». Il ne nous est même pas permis de constituer une bibliothèque avec nos propres deniers.

Le 9 mars dernier, une délégation de la Croix-Rouge internationale a pu constater que l'Administration n'a tenu aucun compte des suggestions formulées six mois auparavant visant à l'amélioration de notre situation. De plus, un lot de vêtements, destiné aux internés, fut bloqué durant l'hiver et ne nous fut remis que la veille de l'arrivée des représentants de cette organisation.

Si les détenus politiques des établissements pénitentiaires jouissent d'un régime spécial qui les protège plus ou moins contre les abus de pouvoir, aucun statut, par contre, ne régit la condition d'interné.

La direction d'un camp à résidence surveillée dispose de ce fait d'un pouvoir discrétionnaire dont elle use sans mesure. Ainsi a-t-elle procédé récemment au morcellement du camp qui se compose pour le moment de trois parties soigneusement séparées les unes des autres par une triple haie de barbelés.

Le « compartimentage » du camp aboutit, selon un critère indubitablement fantaisiste, à la classification des internés en trois catégories :

1° Les irréductibles ;
2° Les « mous » ;
3° Les récupérables.

Ce qui accentue le caractère de ce « triage » et nous révèle l'inconscience de ceux qui l'ont conçu est la décision d'isoler tous les éléments chargés de l'enseignement du français et qui contribuaient par là même à son rayonnement.

Nous vous signalons également le cas de centaines de nos compatriotes, transférés en Algérie dernièrement, dans des conditions inqualifiables, en pleine période de jeûne. Certains d'entre eux ont été dirigés, dès leur arrivée, sur le camp de concentration de Saint-Leu (Oranie) ; quant aux autres, ils furent astreints à résidence dans leur ville ou village d'origine, mais, même là, ils n'auront pas d'autre choix que d'établir des routes, d'empierrer des chemins sous la sainte garde des officiers de S.A.S. (sections administratives spéciales) ou d'être utilisés à des fins opérationnelles.

Il est à remarquer que nombre d'entre eux résidaient en France depuis très longtemps et y avaient fait souche.

La publication des rapports de la Croix-Rouge sur les conditions d'internement dans les camps d'Algérie a suscité une intense émotion tant à l'étranger qu'en France même. Mais bien que des conceptions similaires président à l'administration des camps situés en territoire français et que des méthodes tout aussi révoltantes y soient appliquées, l'opinion publique française reste sans réaction, indifférente, tandis que la plupart des journaux obéissent à des consignes de silence.

L'emploi de tels procédés ne fait qu'élargir le fossé entre nos deux peuples. D'ores et déjà, notre réaction s'est traduite par la prise d'une décision lourde de conséquences : la suppression de notre programme d'enseignement de la langue française.

Pauvre Pergaud !

Messidor, n° 1-2, 1960, revue du Club des Amis du Livre Progressiste, publie une présentation de Louis PERGAUD par Raymond ESCHOLIER où l'on peut lire, page 12 :

En 1914 « nous étions résolus, Pergaud et moi, à prendre les armes pour la défense de notre civilisation et de nos libertés, également menacées.

Le jour où Pergaud fut tué à l'ennemi « soyons assurés que Lebrac, le rude meneur de jeu de la Guerre des boutons, *ne se laissa pas abattre sans avoir coûté cher aux fauves qui l'entouraient. Qu'on n'ait rien retrouvé de Pergaud, cela ne saurait nous surprendre. Il était d'un temps où la mort semblait préférable à la captivité. Alors ce dut être une mêlée féroce, digne de celles où s'illustra son ancêtre, le grand Ferré ».*

A faire vomir ! Pauvre Pergaud...

Mais que le P.C.F. — qui contrôle la maison — nous fasse donc savoir s'il s'agit là d'une nouvelle thèse sur le rôle de la première guerre mondiale dans l'histoire !

Notes d'Economie et de Politique

PSYCHOLOGIE DE LA DEFAITE

Un fait est assez curieux : lorsqu'un peuple est déçu ou défait, qu'il a été vaincu diplomatiquement ou militairement, que la preuve de son infériorité lui a été ainsi administrée de la manière la plus péremptoire, au lieu d'en tirer les conséquences pratiques, il n'a de cesse que lorsqu'il a monté sur le pavois l'homme, quel qu'il soit, qui saura lui jouer la comédie de la grandeur. Il a constaté qu'il était petit ; il va donc déifier celui qui lui affirmera avec force et constance qu'il est grand ; plus grand que tous. Sa faiblesse doit lui être dissimulée par la suffisance de l'histrion.

Ainsi en a-t-il été pour les Italiens, déçus de ne pas avoir tiré de la victoire alliée de 1918 tous les avantages territoriaux sur lesquels ils comptaient et qui, en conséquence, firent un dieu de Mussolini ; ainsi en a-t-il été des Allemands qui s'en remirent au génie démentiel de Hitler du soin de faire des vaincus de 1918 les maîtres de l'Europe ; ainsi en avait-il été des Français du siècle dernier qui, après leur défaite de 1870, recherchèrent, et crurent trouver en Boulanger, l'homme de la « revanche » ; et ainsi en est-il pour les Français d'aujourd'hui, vaincus sur leur sol en 1940, vaincus en Indochine en 1954, vaincus au Maroc et en Tunisie en 1955, et, on peut bien le dire, vaincus aussi en Algérie dès 1958, car ne pouvoir en quatre ans de guerre se débarasser de quelques milliers d'insurgés dans un pays dont on est le maître depuis un siècle et quart et où l'on entretient une armée de plusieurs centaines de milliers d'hommes, est bien aussi une défaite.

A ces peuples vaincus qui souffrent, au moins dans leur amour-propre, de leurs batailles perdues et qui sont incapables de prendre ou de reprendre dans les faits, la place à laquelle ils aspirent, il faut le gargarisme de la phrase. Il faut qu'on leur affirme qu'ils sont ce qu'ils voudraient être, avec une assurance et une continuité telles que seuls des sceptiques endurcis peuvent encore en douter.

Pour réussir une telle gageure, il est indispensable, ou bien que l'on soit un acteur de première force, comme ce fut le cas sans doute de Mussolini, ou bien que l'on soit soi-même convaincu que l'on est à ce point un sur-homme que l'on est capable de faire un sur-peuple. Tel fut le cas de Hitler ; tel est le cas de de Gaulle. Si Boulanger échoua, c'est qu'il n'était pas assez fou pour se prendre pour un sur-homme et pas assez fourbe pour le faire croire.

Mais il n'y a pas de sur-hommes. Et il n'est au pouvoir de personne d'élever un peuple à un destin qui fut peut-être le sien précédemment, mais qui dépasse aujourd'hui ses possibilités.

C'est pourquoi le sur-homme conduit inévitablement son pays au désastre. Car si, au début, les paroles suffisent pour envoûter un peuple, il faut tout de même, un jour, passer aux actes ; il faut montrer par des faits, à la fois qu'on est soi-même grand, et que la nation aussi est grande.

Or, dans les faits, il n'est pas possible de tricher. L'impéritie du chef et la faiblesse des troupes se heurtent à la force supérieure de ceux contre lesquels elles tentent de se mesurer ; c'est alors l'écrasement, la défaite et du chef et des troupes. Après 1922, après 1933, c'est 1945. A la période triomphale fait suite, presque sans interruption, le gibet ou le bûcher — dans le meilleur des cas, le rocher de Sainte-Hélène.

Et le peuple, à nouveau vaincu, mais cette fois dégrisé, n'a plus que la ressource de s'en remettre, cette fois, à des hommes ordinaires, des hommes qui ne sont pas grands et qui ne lui promettent pas la grandeur, des hommes qui sont à l'échelle de lui-même, qui connaissent ses possibilités tout autant que leurs propres limitations, et qui peuvent ainsi le conduire, cahin-caha, dans les chemins plus tranquilles de la médiocrité.

COMMENT ON LIBERE SA CONSCIENCE

C'est un cas qui me semble assez général : lorsqu'on a mauvaise conscience soi-même pour des actes que l'on a commis ou dont on est complice, on profite de la première occasion pour se mettre en fureur contre des crimes, ou soi-disant crimes, commis... par d'autres.

C'est cela qui, à mon sens, explique pour la plus large part, toute l' « indignation » qui s'est manifestée en France contre l'exécution de Chessman.

Voici, en effet, un peuple, le peuple français, qui, depuis des années, laisse massacrer, assassiner, torturer, déporter ou interner, en son nom, des milliers et des dizaines de milliers d'hommes coupables de ne plus vouloir être esclaves, qui accepte cela sans broncher, et qui, un beau jour, crie « à l'assassin ! » parce que la législation qui donne le plus de garanties possibles contre une erreur judiciaire en fournissant aux condamnés un nombre considérable de voies de recours, a eu pour résultat que tous les recours ayant été épuisés par l'un de ces condamnés, celui-ci a subi la peine qu'un jury, jugeant à l'unanimité, lui a infligée.

Alors que toute voie de recours donnée à un présumé criminel devrait faire notre admiration, nous avons tellement perdu tout sens juridique que nous nous en indignons !

Il est vrai qu'il y a même un motif plus précis à cette indignation.

Que l'Amérique accorde des garanties judiciaires à tout citoyen, même après qu'il a été reconnu coupable, nous semble un reproche vivant pour nous qui n'en accordons plus aucune à personne innocent ou coupable, puisque, en France, à l'heure actuelle, tout « suspect » — suspect de quoi, on n'a même pas besoin de l'indiquer — est astreint à un emprisonnement indéfini sans avoir aucune possibilité de recours judiciaire, sans avoir même droit à un premier jugement !

La négation de tout Droit qui est la règle dans le pays des Droits de l'Homme depuis l'institution des camps d'internement fait donc qu'on y considère comme une injure personnelle qu'il faille en Amérique une demi-douzaine de jugements prononcés par des juridictions différentes pour qu'un homme puisse être reconnu définitivement coupable.

Cependant, quelques hommes, en France, encore demeurent.

La manifestation organisée à Vincennes presque le même jour que celui où devait être exécuté Chessman, par « l'Action civique non-violente »,

contre l'existence des camps de concentration français en témoigne.

C'est la première fois qu'une action concrète est tentée en France contre cet héritage direct de Staline, de Mussolini et de Hitler, cette reviviscence de la lettre de cachet de l'Ancien Régime qu'est l'incarcération indéfinie sans jugement. Le fait que cette manifestation ait pleinement réussi — en partie, il est vrai, grâce à la totale imbécilité de la police — ne peut être que d'un grand réconfort.

Cependant, on ne peut éviter de signaler que le groupement auquel revient l'honneur de l'avoir organisée est un groupement d'inspiration chrétienne et que la plupart de ceux qui ont répondu à son appel étaient des catholiques ou des protestants. Cela n'enlève rien à la valeur de leur geste, mais souligne une fois de plus le bas niveau auquel nous autres, nous sommes tombés.

Il ne saurait y avoir de « gauche » qui ne soit anticléricale et antireligieuse car l'histoire et leur nature lient trop intimement l'Eglise et la religion avec le despotisme. Que ce soit aujourd'hui parmi ceux qui se réclament des églises et de la foi qu'on trouve la plupart de ceux qui combattent le plus vigoureusement le despotisme n'est donc hélas ! qu'un exemple de la confusion mentale qui est la caractéristique de notre temps et qui, pour les sociétés comme pour les individus, est le premier signe du gâtisme.

« REVISION DECHIRANTE » ? CE N'EST VRAIMENT PAS TROP TOT !

Je lis dans les journaux qu'à la suite des événements de Corée et de Turquie le Département d'Etat a décidé de procéder à une « révision déchirante » de sa politique en Asie et en Amérique du Sud : il cessera désormais d'y soutenir et subventionner les régimes dictatoriaux réactionnaires.

Eh bien ! ce n'est pas trop tôt !

Au Vénézuela, à Cuba, Washington a soutenu jusqu'à leur dernier jour, des dictatures militaires issues de pronunciamientos, auxquelles il ne demandait que d'assurer la « protection des intérêts » des trusts yankees, pétroliers ou agricoles, qui s'y étaient installés ; en Europe, moyennant la concession de quelques bases, Franco obtenait qu'Eisenhower vienne en personne à Madrid le serrer sur son cœur et appeler l'Espagne le « pays de la liberté » ; au Proche-Orient, l'Amérique remettait en selle les féodaux persans détrônés par Mossadegh, et elle s'associait à l'Angleterre pour soutenir Nouri Saïd, l'homme des féodaux irakiens, jusqu'à la dernière minute.

Mais c'est hier, en Extrême-Orient, que les gens du Département d'Etat se sont vraiment surpassés.

Voilà quelque quinze ans qu'en Corée Syngham Rhee est leur homme. Et voilà quinze ans que Syngham Rhee a institué et n'a cessé de maintenir sans jamais faiblir le régime de dictature et de terreur qui fut celui de son pays jusqu'au dernier jour de son pouvoir. Jamais Washington n'avait cru devoir protester contre ce régime. Celui-ci avait beau être la négation même de la démocratie, le Département d'Etat ne cessait de le gorger de dollars et de marchandises. Peu avant les manifestations de Séoul, la Maison Blanche venait encore de faire savoir officiellement qu'en se rendant au Japon, Eisenhower ne manquerait pas de s'arrêter en Corée pour y rendre visite à son bon ami Rhee.

Et puis, voici que, patatras, on se met à manifester à Pusan et à Séoul et que ces manifestations prennent une ampleur inattendue. La police est débordée ; l'armée n'est pas sûre ; il se peut bien que les manifestants finissent par avoir le dessus. Alors on découvre subitement à Washington que la république de Rhee est une dictature !

Voici quinze ans que ce régime existe, tel quel. Mais c'est seulement aujourd'hui, après les premières manifestations que l'on s'en aperçoit ! Voici des semaines que les dernières élections ont eu lieu, avec leur cortège de fraude et de terreur, mais Washington ne daigne le savoir qu'après que les étudiants sont dans la rue ! Et, comme il ne faut pas être pris de vitesse par la révolution ainsi qu'à Bagdad, on s'empresse alors d'annoncer à grand fracas, *urbi et orbi*, que le Département d'Etat vient de protester auprès de Syngham Rhee contre le caractère antidémocratique de son régime !

Tout le monde comprend : les rats quittent le navire.

Le vieil homme est en train de se noyer ; les Américains s'empressent de lui appuyer sur la tête pour qu'il se noie plus vite, ainsi pourront-ils se présenter aux vainqueurs comme ayant contribué à leur victoire.

Politique répugnante, qui ne peut tromper personne. Politique plus répugnante encore que celle du temps passé, où l'on soutenait jusqu'au bout ses amis, si répugnants soient-ils.

C'est donc l'ensemble de cette politique, aussi bien sous sa dernière forme que sous la précédente, qu'on a, paraît-il, l'intention d'abandonner. Acceptons-en l'augure ! L'Amérique ne pourra jouer son rôle de chef de l'Occident contre le totalitarisme moscovite qu'à la condition d'être fidèle à la liberté et au progrès partout. Nous disons bien : partout ; c'est-à-dire, non seulement en Asie et en Amérique, mais aussi en Europe. En fait, c'est en Europe que se manifestera le test de la sincérité de la nouvelle politique américaine. Le pire dictateur dans le monde, aujourd'hui, c'est Franco. Tant que la Maison-Blanche n'aura pas rompu avec Franco, il ne saurait être question que l'Amérique puisse vraiment prendre la tête du « monde libre ».

CAPITULATION ? OU CONFLIT ?

Il faut être aussi stupide... que celui que vous savez, pour s'imaginer que cette réunion au sommet qui sera peut-être déjà commencée lorsque ces lignes paraîtront, pourra n'être qu'une réunion mondaine où l'on se contentera d'échanger des généralités. Certes, s'il en était ainsi, cela ferait admirablement l'affaire des Occidentaux qui ne désirent que le *statu quo*, mais cela ne ferait pas l'affaire de Khrouchtchev. Si Khrouchtchev a voulu la « réunion au sommet », s'il s'y rend, c'est pour obtenir, de gré ou de force, ce qu'il a demandé pour Berlin, c'est-à-dire le départ des Occidentaux afin que la place soit laissée libre pour une nouvelle poussée de la Russie vers l'ouest.

C'est pourquoi la seule question qui se pose est de savoir si ce sera de bon gré ou de force que Washington, Londres et Paris abandonneront Berlin.

Si c'est de bon gré, si les Occidentaux capitulent, plus de problème pour l'instant. L'épreuve de force sera ajournée à plus tard, comme après Munich. Si, au contraire, ils ne capitulent pas, alors ce sera le conflit. Il semble en effet impossible que ce soit Khrouchtchev qui capitule, non seulement parce qu'il s'est trop avancé pour pouvoir battre en retraite, mais parce que, comme je l'ai déjà dit, il me paraît invraisemblable que

la Russie ne profite pas de sa présente supériorité dans le domaine des fusées pour s'assurer des avantages décisifs dans la course à la domination du monde.

Si bien que dans le cas où Khrouchtchev quitterait Paris sans avoir rien obtenu et sans faire claquer les portes, la seule conclusion, à mon sens, qu'il conviendrait d'en tirer, c'est que l'état-major russe estime que sa supériorité militaire s'accroîtra encore dans les mois qui viennent et que, par conséquent, il vaut mieux attendre encore quelque peu.

LA RUSSIE, C'EST UNE CHOSE ; LA CHINE ET LA YOUGOSLAVIE, C'EN EST UNE AUTRE

Il faut se méfier des mots, des mots identiques recouvrant souvent des choses de nature différente ; il faut aussi se méfier des formes politiques et des formules dites « idéologiques » qui peuvent, elles aussi, revêtir des réalités dont les substances sont différentes et parfois de caractères diamétralement opposés.

« Communisme », parti unique, dictature, doctrine « marxiste », telles sont les formes sous lesquelles apparaissent aujourd'hui aussi bien le régime chinois et le régime yougoslave que le régime russe. Or, sous cette superstructure commune, sous un verbalisme et un revêtement politique identiques, la nature profonde des trois régimes me semble différente.

Pour la Russie, les choses sont claires. Depuis quarante ans — disons, pour fixer une date plus précise : depuis les événements de Cronstadt — la contre-révolution a succédé à la révolution. A la révolution ouvrière des années 17, à la révolution des *soviets*, s'est substituée une contre-révolution bureaucratique et technocratique qui a fait de la Russie le pays modèle du capitalisme d'Etat, du capitalisme d'Etat parvenu à sa forme achevée, c'est-à-dire à la forme habituelle des sociétés qui sont au terme de leur civilisation.

En Chine, au contraire, et même en Yougoslavie, la révolution se poursuit. On s'y trouve encore en période d'enfantement révolutionnaire ; de nouvelles formes sociales s'y créent ou y sont au stade de l'expérimentation. Au lieu de la rigidité atteinte depuis longtemps par la Russie, tout est encore à l'état fluide. On est toujours en pleine évolution, en plein devenir, peut-êrre même encore en état de gestation.

Première différence, capitale.

La seconde différence n'est pas moins essentielle.

La direction actuelle de l'évolution du monde chinois et du peuple yougoslave non seulement n'est pas la même que celle qui fut suivie par la Russie, mais elle est de sens diamétralement opposé. En Russie, on n'a jamais cessé d'aller vers un capitalisme d'Etat de plus en plus renforcé ; en Chine on a, au contraire, créé la Commune, et en Yougoslavie la Gestion ouvrière.

« Commune », « Gestion ouvrière », ce sont là des mots et des choses qui ne nous sont pas nouveaux. Ils représentent des notions qui sont apparues au début même du socialisme et qui ont été à maintes reprises brandies comme des drapeaux par la classe ouvrière ; elles sont, aujourd'hui encore, la marque même du *socialisme ouvrier*.

Car, qu'on le veuille ou non, les Communes chinoises, ces grands rassemblements au sein desquels on travaille et on vit ensemble, ne sont autre chose que les « Communautés » d'Owen ou les « Phalanstères » de Fourier.

Quant à la Gestion ouvrière, gestion qui est assurée dans chaque entreprise yougoslave par un « Conseil ouvrier » et un « Comité de Gestion » élus par les salariés de l'entreprise, qu'est-ce autre chose que la « collectivisation » des entreprises au sens qui était donné à ce mot dans les années 48-80, la collectivisation préconisée par Louis Blanc et Lassalle, adoptée comme forme de la société future par la plus grande partie des militants français de la première Internationale, et appliquée dans les « collectividades » de Catalogne et d'Aragon aux beaux jours de la révolution de 1936 ?

Le camarade Tito hurlerait peut-être de voir comparer son régime « marxiste » à celui institué par la C.N.T. syndicaliste et la F.A.I. anarchiste, et le camarade Mao Tse-tung hurlerait sans doute tout autant contre la comparaison de son régime non moins « marxiste » avec les formes d'organisation préconisées par les « utopistes ».

Mais Mao, et même Tito, ne sont point sans savoir que Marx s'est toujours refusé à indiquer, même dans leurs grandes lignes, quelles structures aurait à revêtir la société socialiste, et que, par conséquent, lorsqu'on est en présence d'essais concrets de réalisation d'une société socialiste, comme c'est le cas aujourd'hui, on est bien obligé de se reporter, pour juger de la nature socialiste de ces réalisations, à ceux qu'Engels a appelés « utopistes » sans doute par antiphrase, puisque ce sont les seuls qui aient eu le souci de préciser les formes que prendrait dans les faits le socialisme.

Dans la pensée socialiste, telle qu'elle s'est constituée au cours de la première moitié du siècle dernier, et qui est d'un intérêt aussi actuel qu'alors puisque c'est toujours le même problème qui se pose : comment créer et faire fonctionner une société d'où l'exploitation de l'homme par l'homme soit bannie — deux courants diamétralement opposés se sont fait jour dès le début. L'un, dont le chef de file est Saint-Simon, représente le socialisme technocrate ; l'autre, dont le chef de file est Owen, est celui du socialisme ouvrier. Le premier aboutit au capitalisme d'Etat ; le second à l'association ouvrière. Tout le long du siècle dernier, ces deux courants n'ont cessé de s'opposer, sous des formes multiples et variables, au sein du mouvement ouvrier ; puis, au cours de ce siècle-ci, nous avons vu l'un d'eux, le socialisme technocrate, triompher en Russie ; enfin, aujourd'hui, nous voyons poindre en Chine et en Yougoslavie un espoir de réalisation du socialisme ouvrier — ce socialisme dont la défense est la raison d'être de la *R.P.*

Je dis bien : un « espoir », car nous savons que, tout comme ce fut le cas pour les soviets russes, Communes chinoises et Conseils ouvriers peuvent devenir de simples organes d'exécution du capitalisme d'Etat, mais, étant donné qu'à l'heure actuelle rien n'est encore décidé à cet égard, et que le sens de l'évolution de ces institutions dépendra en dernière analyse du courage (1) et de la capacité de gestion de la classe ouvrière, tout comme nous criions en 1917 : « Vivent les Soviets ! », nous crions aujourd'hui : « Vivent les Communes ! » « Vivent les Conseils ouvriers ! »

R. LOUZON.

P.S. — Je remercie Gallienne des rectifications qu'il a apportées à l'analyse que j'avais faite de la constitution du Liban dans l'avant-dernière « R. P. ». Mes erreurs étaient dues à une trop grande confiance dans une mémoire... infidèle.

---

(1) Je dis bien « courage », car le courage est indispensable pour qu'une démocratie fonctionne. Cela est

LA SITATION ECONOMIQUE DE L'ESPAGNE

Le bulletin d'information du « Centro de Documentacion y de Estudios » d'avril 1960, édité à Paris par une équipe de jeunes et récents émigrés, contient une intéressante analyse de la conjoncture économique espagnole. Nous en publions la partie qui contient le plus grand nombre de faits, dans l'espoir que cette documentation pourra servir aux animateurs des mouvements syndicaux qui s'efforcent de définir les mots d'ordre de lutte ouvrière à l'intérieur de l'Espagne.

Dans tous les pays modernes, on respecte, depuis plusieurs années, les principes de politique économique selon lesquels le secteur public est considéré comme un instrument d'équilibre. Si le secteur privé faiblit, tous les traités de science économique conseillent le développement du secteur public ; si l'économie d'un pays souffre des conséquences expansionnistes d'une inflation, il est unanimement conseillé de freiner le secteur public. L'Espagne fournit le premier cas d'un pays où une inflation provoquée par les dépenses publiques se voit combattue par des instructions données au secteur privé d'avoir à réduire ses dépenses, comme si ce dernier secteur était coupable des excès budgétaires, des énormes dépenses improductives absorbées par l'armée, la police et les travaux publics somptuaires — comme la superpyramide, au sens moral, de la honteuse Vallée des Morts.

C'est ce qui a été dit à propos du rôle de la stabilisation. Augmentation de 8 % des dépenses du secteur public ; augmentation de 4 % seulement du total du revenu national, et de la façon dont furent établies les prévisions, il était impossible que les comptes fussent exacts. Le secteur public augmentait ses dépenses, mais cette fois sans l'aide de la planche à billets de la Banque d'Espagne. Financement correct du secteur public, sans moyens inflationnistes. Mais il est évident que ce financement ne pouvait provenir que des impôts, et que l'augmentation du prélèvement fiscal affecterait gravement la consommation et l'épargne du reste de la population. Dans ces conditions, il était peu probable que l'économie privée pût progresser dans ce climat de stabilisation, et de fait c'est ce qui se produisit.

Il n'est pas possible de maintenir pendant longtemps l'économie espagnole dans cette situation. Et c'est là où réside le secret de la stabilisation. Ce sera le peuple lui-même qui demandera sa suppression, dans un avenir pas très lointain, ce qui permettra au groupe dirigeant de retourner à son euphorie antérieure. Non sans avoir au préalable empoché les fruits de l'importante aide étrangère.

Tout ceci explique que, alors que les techniciens des organismes internationaux signalent publiquement que le freinage a été excessif, on continue d'appliquer en Espagne, en 1960, les mêmes méthodes qu'autrefois : le budget d'Etat réaffirme le principe des prévisions de dépenses du secteur public établies pour 1959. La crise paraît ainsi assurée et la lassitude du peuple espagnol envers la politique de stabilisation devient plus probable.

La situation de quelques industries

La législation espagnole du travail entraîne de graves complications quand se présente le cas d'une chute de la demande de main-d'œuvre. Comme jusqu'à présent l'assurance-chômage n'avait pas été organisée, et malgré les éloges dithyrambiques vantant la perfection des lois sur le travail, les entreprises doivent continuer à produire,même quand les produits se vendent mal (les commentaires publiés dans l'Etude économique du *Banco Central* — p. 90 — de 1959, sont à cet égard éloquents).

Il existe en cas de marasme un « matelas » au départ, par la suppression des heures supplémentaires, mais ce procédé a déjà été utilisé au maximum en Espagne. Une enquête menée par le Ministère du Travail à la fin de 1959 a chiffré à 20 % la baisse des revenus ouvriers du nord de l'Espagne, phénomène intéressant quelque 800.000 travailleurs. Mais ce système ne peut aboutir à rétablir l'équilibre, du fait que la production se poursuit; d'importants stocks de produits s'accumulent alors, et leur existence rend un rajustement chaque fois plus difficile.

Les stocks s'accumulent dans les secteurs les plus affectés par la stabilisation. Ce fut tout d'abord le charbon, puis la sidérurgie, le textile, l'industrie des appareils électro-ménagers, puis finalement tous les secteurs, y compris les recettes des chemins de fer, aujourd'hui en notable diminution.

Même l'industrie du bâtiment, encouragée au cours de ces dernières années par un programme spécial mis au point pour Madrid, Barcelone et quelques autres villes, souffre actuellement d'une baisse d'activité, qui s'aggravera à la suite de la diminution de la cadence de construction dans les travaux publics. La forte proportion d'ouvriers non quali-

---

vrai pour la simple démocratie politique, comme l'avait bien montré Lavisse jadis dans son livre « Tu seras citoyen » ; cela est encore plus vrai pour la démocratie sociale.

Prenons le cas de la législation yougoslave sur les Conseils ouvriers. Le vote pour l'élection de ces Conseils se fait ainsi : sur une liste contenant les noms de tous les candidats l'électeur coche les noms de ceux pour qui il vote. Le secret est donc parfaitement assuré et il n'est point besoin de courage pour voter pour les candidats que l'on a choisi.

Seulement, qui est candidat ? — Pour être candidat, il faut être présenté par une organisation syndicale, c'est-à-dire, en fait, par le parti et l'Etat, ou bien être proposé par un nombre d'électeurs généralement égal à dix pour cent du nombre des travailleurs de l'entreprise. Tout le fonctionnement démocratique du système dépend donc de ceci et de ceci seulement : y a-t-il dans chaque entreprise 10 p. 100 des travailleurs qui soient suffisamment courageux pour oser présenter des candidats de leur choix, en opposition avec la liste des candidats « officiels » ?

Certes, sous un régime comme celui de Staline, tout ouvrier qui serait assez fou pour faire une telle présentation serait immédiatement envoyé pourrir dans un camp de concentration et, dans ce cas il ne saurait être question de courage : un tel acte serait un suicide et non une action courageuse. Mais rien n'indique que tel soit le régime de la Yougoslavie d'aujourd'hui. Cependant, il est bien certain que ceux qui se hasardent à présenter une liste d'opposition s'exposent aux mêmes ennuis, aux mêmes tracas que ceux auxquels sont en butte les ouvriers d'une entreprise capitaliste qui s'opposent aux désirs du patron. Il leur faut donc du courage.

Et c'est de l'étendue de ce courage que dépendra en dernière analyse l'avenir de la gestion ouvrière en Yougoslavie. Si le courage est suffisamment répandu pour que partout soient présentées de multiples listes en dehors des listes officielles, la gestion ouvrière des entreprises sera une réalité ; si, au contraire, ce courage n'existe pas, si les listes de candidats officiels ou d'opposants-bidon sont les seules, la gestion ouvrière ne sera qu'un trompe-l'œil : sous le couvert de Conseils ouvriers soit-disant librement élus, le capitalisme d'Etat régnera.

fiés dans ces industries rend celles-ci particulièrement sensibles aux problèmes du chômage, et d'inquiétantes perspectives s'ouvrent pour les prochains mois.

Il est évident que l'application du programme de stabilisation devait entraîner ces conséquences. Mais ce qui semble moins évident, c'est la raison pour laquelle le gouvernement poursuit sa politique de freinage, devenue non seulement inutile, mais dangereuse.

De l'Etude économique 1959, publiée par le *Banco Central*, et d'autres documents, il est possible d'extraire les données suivantes :

L'industrie du charbon devait être affectée en 1959 par les bonnes conditions atmosphériques qui ont permis d'emmagasiner d'importantes ressources hydrauliques dans les barrages, rendant inutile le fonctionnement des installations thermiques. La chute de la production a été importante et dépasse le million de tonnes, auquel il faut ajouter les stocks sur carreau — plus de 70.000 tonnes — rien que pour la houille.

La consommation des *produits pétroliers* n'a qu'à peine augmenté en 1959, malgré le remplacement, effectué au cours des années précédentes, du charbon par le pétrole. Ce fait, ajouté à la baisse de consommation de charbon et à l'augmentation peu importante de l'électricité, montre clairement la diminution de la consommation d'énergie en 1959 ; il constitue le meilleur indice de la situation économique. La chute de la consommation des produits pétroliers contraste avec l'augmentation moyenne de cette consommation au cours des années antérieures (24 %).

La production d'électricité est devenue en novembre 1959 inférieure à celle de novembre 1958 ; pour l'ensemble de l'année 1959, elle n'a augmenté que de 6 %, alors que les années précédentes cette augmentation se chiffrait à 9 %.

La production d'acier a augmenté de 15,2 % en 1959, comme conséquence de la mise en marche du centre d'Avilès. La consommation n'a pu absorber cette production et des stocks importants se sont formés dans les usines ; ils ont trouvé un débouché partiel grâce à la grève des aciéries aux Etats-Unis. Les hauts-fourneaux du pays basque préparent dès à présent un programme d'exportation, comme formule permanente.

L'industrie mécanique souffre également de la dépression, ce qui a récemment contraint le gouvernement à accorder des facilités spéciales de crédit pour les produits basques. Les Catalans et les Basques se trouvent placés dans des conditions assez semblables.

Bien que *la production d'automobiles* ait considérablement augmenté en 1959, on estime que le moment est proche où l'offre et la demande s'équilibreront, aux prix officiels. La valeur des voitures étrangères d'occasion a beaucoup diminué depuis le début de la stabilisation, et *l'industrie des motocyclettes* traverse une véritable crise.

L'industrie textile a accumulé dans les entreprises des stocks estimés à 5 milliards de pesetas, considérés comme étant trois fois supérieurs à la normale. Cette industrie a présenté aux autorités un vaste plan de réorganisation, ce qui souligne les problèmes qu'elle doit affronter. En ce qui concerne ce plan de réorganisation, il faut noter qu'il vise à concentrer l'industrie au bénéfice de quelques grandes firmes. Le financement de l'opération devrait être à charge du gouvernement — évidemment — et le résultat serait l'élimination des petites et moyennes entreprises, leurs propriétaires étant indemnisés sur les fonds avancés par le gouvernement. Ce plan révèle, pour le secteur textile, une des particularités de l'économie espagnole : la tendance au monopole et à l'« oligopole ». Les petits industriels et les ouvriers, victimes de cette opération, se demanderont s'il est possible d'ignorer les fabuleux bénéfices réalisés de 1940 à 1955 par les grands industriels et les financiers, au moment où ces derniers revendiquent le financement par les deniers publics d'une opération de cette nature, et sans offrir une quelconque garantie que l'industrie réorganisée et concentrée se modernisera et sera en mesure d'exporter.

L'industrie chimique a ressenti les effets de la stabilisation et de la libéralisation, spécialement dans le secteur des engrais nitrogènes, dont les stocks accumulés semblent considérables. La plupart des secteurs de cette industrie ont également subi une dépression au cours des derniers mois de 1959, provoquée en grande partie par le groupement des contingents d'importation.

La construction navale pâtit d'un excédent de possibilités productives. La I.N.I. a considérablement développé ses chantiers navals au cours des dernières années, et leur capacité de construction est évaluée actuellement à 400.000 tonnes brutes annuelles, alors que la production de 1959 n'a atteint que 150.000 tonnes. L'entreprise nationale Elcano a traversé des moments difficiles, et la situation financière de cette industrie était déplorable, comme résultat de la réduction du crédit naval, aujourd'hui dispensé plus libéralement. Cette branche place ses espoirs dans la construction de navires destinés à l'Argentine, travail qui permettrait d'amortir la dette née de l'accord Franco-Peron.

La construction de logements a atteint des chiffres-records en 1959, avec 132.000 unités, et de nombreux travaux sont entamés qui permettent de garantir l'activité pendant plusieurs mois. Mais le nombre de devis a considérablement diminué, et leur valeur globale a diminué dans de plus fortes proportions encore. La crise dans cette branche menace d'être aiguë, comme dans les travaux publics. Les matériaux de construction se sont accumulés en grandes quantités, y compris, pendant les dernières semaines, le ciment, et cela spécialement dans certaines régions (1).

La consommation a elle aussi notablement diminué. Dans certains secteurs — appareillage électrique, etc. — la baisse est catastrophique. La demande de produits alimentaires a connu une baisse elle aussi, en même temps que la production de ces mêmes produits progressait en 1959 (près de 10 %). Les prix payés aux agriculteurs sont tombés, mais aucune baisse n'a été enregistrée au niveau de la vente au détail.

La meilleure indication du marasme de l'activité économique espagnole se trouve cependant dans les chiffres des *importations*, lesquelles ont à peine augmenté en 1959, par rapport à 1958, et cela malgré les mesures de libéralisation à 50 % et le groupement des contingents attribués à de nombreux secteurs. Cela indique qu'il n'y a pas de demande, même de caractère spéculatif.

Les faits ci-dessus mentionnés suffisent à montrer que la dépression actuelle est grave, que ses origines se trouvent dans la sous-consommation du peuple espagnol, que la nouvelle politique aggrave ses conséquences, et que logiquement la situation ne peut qu'empirer, d'autant plus qu'on ne constate jusqu'à présent aucune réaction efficace de la part du gouvernement. Ces conclusions se trouvent d'ailleurs confirmées par l'examen de la situation monétaire et par celle du crédit.

(1) Cet article a été écrit avant la démission du ministre du Logement, démission provoquée précisément par le manque de crédits pour la construction. Le ministre regrettait l'insuffisance de crédits et soulignait la responsabilité gouvernementale devant une crise considérée comme la plus grave du régime depuis 1939.

Réflexions sur la Société Démocratique Socialiste et Coopérative

La prise du pouvoir par une équipe de militaires qui ont la tete « politique » est un phénomeme qui n'est pas limité aux seuls pays du Proche-Orient. Il a été fréquemment observé en Amérique latine et en Asie, hier comme aujourd'hui.

Divers facteurs contribuent à faire des cadres de l'armée les substituts d'un parti, là et quand les organisations syndicales ou politiques sont inexistantes ou impuissantes à répondre aux problèmes fondamentaux de la nation. L'armée, par définition, possède la force. Sa structure hiérarchisée fournit à un groupe de dirigeants un instrument docile. Elle est embryon d'Etat alors que l'Etat officiel n'a aucune consistance. L'esprit de corps remplace la communauté doctrinale ou celle des intérêts. Souvent, l'origine paysanne des sous-officiers et des officiers leur permet de mieux saisir les aspirations profondes d'un peuple sans boussole ni institutions propres.

Mais la prise du pouvoir ne règle rien de fondamental, n'offre aucune solution aux problèmes essentiels de la société, de l'économie, des relations entre classes. Aussi observe-t-on, alors même que l'euphorie de la victoire s'exprime par de solennelles déclarations et de mirifiques promesses, un grand désarroi intellectuel chez les vainqueurs. C'est qu'ils disposent du pouvoir mais ne possèdent rien en dehors de lui, ni doctrine, ni réseau d'organisations, ni contrepoids d'opposition, ni programme.

Les voilà donc à la recherche d'une base sociale et en quête d'une œuvre à accomplir. Pendant un certain temps, les mesures prises contre les anciens privilégiés, la prise en main des anciens organismes de gestion, les grands travaux, les initiatives démagogiques peuvent à la fois donner l'illusion d'une politique et satisfaire les ambitions des quelques milliers de nouveaux maîtres. Cela ne suffit pas pour organiser un pays, cela ne suffit pas à rallier de façon consciente et définitive la masse de ceux qui étaient mécontents sous l'ancien régime et s'aperçoivent bien vite qu'en fin de compte rien n'est changé.

C'est ici que l'expérience, qui se répète, et que les militants ouvriers ont apprise en un siècle de luttes, peut être utile. Il n'est point de socialisme sans participation et responsabilité des ouvriers et des paysans eux-mêmes. Il n'est point de société démocratique sans libre fonctionnement d'organisations composées de volontaires : coopératives, syndicats, associations culturelles, presse indépendante.

L'article de Gamal Abdel Nasser, président de la République d'Egypte, dont nous donnons ci-dessous la traduction quasi intégrale, a paru dans la revue Binaa al Watan, *en février 1960, au Caire. Si nous le publions, c'est qu'il nous paraît être l'exemple-type d'une volonté de recherche socialiste qui ne peut déboucher en aucune façon sur un socialisme authentique. Parti unique, presse censurée, adoration du chef, mesures prises exclusivement par en haut, non-participation des « fellahim » et des ouvriers — sinon comme rouages anonymes ou comme foules applaudissant — ne sont pas les voies et moyens menant à la libération populaire. La sincérité ou l'esprit de calcul de Nasser n'ont pas besoin d'être examinés ici. C'est le système lui-même que nous mettons en cause.*

La moitié de la voie menant à la réalisation de la société démocratique, socialiste et coopérative que nous souhaitons, et pour laquelle nous œuvrons, consiste à y croire comme une nécessité vitale et en être convaincus en tant que doctrine lucide et réfléchie.

La seconde moitié du chemin est de concrétiser, par des moyens appropriés, cette foi et cette conviction en une réalité vivante ; car sans foi et conviction tout restera slogans et si, sous la poussée d'une force quelconque, ce stade est dépassé, il n'en résultera que des pas trébuchants et incertains.

J'imagine que chaque effort fourni dans le but d'expliquer la communauté démocratique, socialiste et coopérative est une action positive dans la voie de la réalisation. Sur ce préambule, je base ma conviction que cette société nouvelle que nous imaginons nécessite de nous tous la mobilisation de nos efforts intellectuels pour que l'image exprime pleinement tous les besoins de notre progrès et, par suite, rende le plan d'exécution aussi net et clair que possible. Sur quel fondement je base ma demande de faire de notre foi en une société démocratique, socialiste et coopérative, une nécessité vitale, et de notre conviction une doctrine consciente et lucide ? Quel est ce fondement ?

D'aucuns prétendent que notre système est intermédiaire, qu'étant nous-mêmes dans une situation médiane entre l'Orient et l'Occident, notre régime se doit d'être à mi-chemin entre le communisme et le capitalisme. D'autres pensent que c'est un système de notre invention, etc., que nous y croyons parce que nous n'y contrefaisons personne, qu'ayant notre personnalité propre nous devons posséder de même notre propre système social.

Je ne vois rien de plus éloigné de la vérité que ces explications et je n'y discerne aucun fondement pour l'acceptation ou le rejet de la société démocratique, socialiste et coopérative. Pourquoi ?

1° La neutralité politique que nous prônons n'est pas une position médiane entre l'Orient et l'Occident ; c'est notre refus de nous faire entraîner dans la guerre froide entre les deux camps et notre désir de garder libre notre opinion internationale pour pouvoir la mettre au service de la justice, là où nous la trouvons.

2° Même en admettant qu'il est permis de prendre une position intermédiaire, ou pouvant être appelée ainsi, dans la guerre froide et les autres domaines politiques, une telle position est impossible lorsqu'il s'agit de doctrines sociales.

La guerre froide est un conflit entre deux blocs éloignés... Nous pouvons donc nous écarter de son courant, *quitte à prendre ensuite la décision qui nous paraît adéquate.* Mais les doctrines sociales sont choses plus profondes, car elles sont l'essence

même de notre cœur, de notre esprit et de notre âme ; d'où parler d'une ligne médiane est superficiel, parce que les croyances d'une nation quelconque et son évolution consciente sous leur poussée ne peuvent être fixées par des lignes fictives tracées au centre et se déplaçant ensuite vers la droite ou la gauche au gré du dessinateur.

3° Les doctrines sociales ne peuvent se justifier et s'imposer du simple fait qu'elles sont l'invention propre de leurs promoteurs, mais elles se justifient et s'imposent lorsqu'elles sont l'expression du cœur, de l'esprit et de la raison même de ceux qui les préconisent.

Les principaux obstacles sur le chemin de l'évolution et de la justice sont :

1° L'existence d'un grand retard par rapport aux nations qui nous ont devancés dans la voie du progrès, retard causé par la domination colonialiste dans notre pays et le renforcement des agents de l'impérialisme, de ses amis ou de ceux qui ont pactisé avec lui. Exploiter était le but de l'impérialisme, et participer à l'exploitation la récompense de ses amis et collaborateurs.

L'objectif n'était donc point l'évolution du peuple, mais son exploitation.

Ainsi, le retard était le résultat escompté par les colonialistes, d'abord pour affaiblir toute résistance, puis pour en faire le fondement d'une longue exploitation.

2° L'existence de situations de privilège pour une petite minorité aux dépens de la grande majorité. Tout se transmettait par héritage : la fortune, l'indigence, la santé, la maladie, l'instruction, l'ignorance, et il s'ensuivit les dissensions sociales et des causes de faiblesse et de dislocation.

Face à une telle situation, tout remède devrait avoir un double objectif :

1° Pousser l'évolution vers le progrès le plus rapidement et avec toute l'énergie possible.

2° Restaurer la justice et créer des chances d'égalité entre concitoyens.

Tel est notre problème exposé le plus simplement possible sans termes pompeux. Tel est le problème qu nous désirons résoudre. Mais avant toute solution, il y avait les obstacles à franchir :

a) L'impérialisme, source de retard et d'exploitation, premier obstacle.

b) Le féodalisme avec, au sommet, un régime de propriété défectueux, cause auxiliaire du retard et de l'exploitation, deuxième obstacle.

c) La domination du capital sur le pouvoir, autre cause de retard et d'exploitation, troisième obstacle.

Le peuple cherchait à vaincre ces obstacles pour affronter son vrai problème, celui du progrès et de la justice. Mais ses tentatives antérieures à la révolution sont demeurées vaines, car elles ne purent atteindre la force les rendant aptes à affronter le problème à sa racine.

Cette tendance à traiter superficiellement les problèmes a été la raison principale de la déviation de toutes ces tentatives populaires, qui n'en demeurèrent pas moins des réactions traduisant l'anxiété du peuple et son vif désir d'un changement radical de son mode d'existence.

C'est que ces réactions populaires n'eurent de cesse de créer des partis politiques que des forces supérieures ont vite fait de soumettre et de détourner du peuple qui fut à leur origine.

C'est ainsi que la révolution de 1919 se termina par des partis politiques qui devinrent bientôt des jouets entre les mains des colonialistes, du Palais, du féodalisme et du capitalisme.

L'exploitation sociale allait de pair avec l'exploitation politique.

Le peuple étant l'artisan et le dirigeant de la révolution du 23 juillet 1952, il était inéluctable qu'elle s'assigne pour but la protection de la lutte populaire de toute déviation, et ceci en éliminant les ennemis du progrès et de la justice.

Ainsi, l'élimination du colonialisme était inévitable et il fut éliminé. La propriété défectueuse devait être détruite, et elle le fut. Le féodalisme devait disparaître et il en fut ainsi. La domination du capital devait être abolie et nous l'avons abolie.

Ainsi, il fut permis à la lutte populaire de se défendre d'abord pour pouvoir résoudre son problème, celui du progrès et de la justice ; puis la voie démocratique, socialiste et coopérative s'avéra la plus saine pour amener le peuple à résoudre son problème.

LA DEMOCRATIE

La démocratie était nécessaire d'une part parce que le peuple est l'unique force capable d'atteindre les objectifs de la nation et, d'autre part, parce que l'importance de la tâche à accomplir requiert une large adhésion populaire.

Dans cette phase, la démocratie devait aller de pair avec l'union nationale, car le problème que nous affrontons est celui d'être ou de ne pas être... Il n'y a pas lieu de discorde puisque l'existence d'un tel désaccord signifierait l'inexistence, d'autant plus que les circonstances extérieures s'apprêtaient à en profiter.

L'union nationale n'était, en fait, que l'instrument de la réalisation de la démocratie, concrétisée dans l'union nationale. Son premier objectif consistait à mobiliser toutes les forces nationales pour renforcer l'évolution vers le progrès, rapidement et avec toute l'énergie possible.

LE SOCIALISME

Le socialisme représentait la prise de conscience indispensable à la réalisation de la justice sociale. C'est dans cet ordre d'idée que furent distribuées les terres de la réforme agraire. De là aussi la tendance à la distribution des terres résultant du programme d'augmentation des surfaces cultivables grâce à l'exploitation du surplus des eaux du Nil, l'édification du Haut-Barrage et le forage de puits.

Distribution, et non vente, car leur vente signifierait leur acquisition par les possédants alors que notre objectif socialiste est de doter les non-possédants.

De là aussi la création d'un secteur industriel public qui participe à la propriété des grandes institutions et exerce sa domination sur les sources principales d'énergie, telles que l'électricité et le pétrole.

LA COOPERATION

La coopération représentait le moyen d'organiser le secteur privé industriel ou agricole. Le véritable socialisme ne consiste pas seulement à transformer le salarié en paysan propriétaire, mais à perpétuer la coopération après la distribution des terres, en assurant aux nouveaux propriétaires les éléments nécessaires à la production et en les protégeant contre l'exploitation.

Il en est de même pour l'industrie où le socialisme ne signifie pas seulement l'encouragement des artisans et des petits industriels, mais le véritable socialisme se confirme lorsque cet encouragement se convertit en protection coopérative qui vise à faciliter l'obtention des matières premières et l'écoulement de la production sans risquer de concurrence et de monopole.

Si l'union nationale est la solution au problème de l'évolution rapide vers le progrès sur une base démocratique, le socialisme et la coopération sont la solution de la restauration des critères de justice et d'égalité sociale entre les concitoyens.

OU EN EST LE M.S.U.D. ?

Le 27 avril dernier, le M.S.U.D. a tenu une conférence de presse au cours de laquelle a été communiqué et commenté un document intitulé « Le devenir du syndicalisme et l'unité syndicale ».

Ce manifeste est issu de la première assemblée générale du M.S.U.D. qui s'est tenue à Paris le 12 décembre dernier.

Les dirigeants du mouvement ont tenu à marquer le 1er mai 1960 par la publication de ce document. Nous en donnons ci-dessous des extraits significatifs.

Le syndicalisme ouvrier français organisé ne groupe guère plus de 20 % de la masse des salariés ; et cela en des formations toujours concurrentielles les unes par rapport aux autres. Si l'on tient compte que certains secteurs (fonction publique, services des collectivités locales, instituteurs, entreprises et services para-publics) groupent syndicalement de 70 à 80 % des travailleurs, il en découle que dans le monde du travail du secteur privé, le mouvement syndical n'est plus qu'un *syndicalisme diminué dans son potentiel d'efficacité*, dont la portée est d'autant plus limitée qu'en raison du pluralisme concurrentiel elle s'exerce selon des conceptions et des moyens parfois fort divergents. Cette faiblesse a notamment permis au patronat, malgré la législation ouvrière existante ou en fonction de modifications intervenues dans cette législation, de reprendre des positions conquises par le salariat.

***

L'action à conduire, même pour la reconstitution de l'unité syndicale, risquerait d'être stérile si les militants attachés à cette action, perdaient de vue des éléments nouveaux que nous entendons brièvement rappeler ici.

a) *Dans la composition du monde salarié :*

— Développement de techniques nouvelles créatrices de corps de métiers nouveaux, imposant une « robotisation » du travail.

b) *Dans les modes de rémunération :*

— La structure de la rémunération directe devient de plus en plus complexe, tend à faire prédominer les accords d'entreprise sur les conventions nationales qui constituent pourtant une des garanties importantes du monde du travail ;

— Les heures supplémentaires généralisées apportent une solution trompeuse à l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs. Elles ont conduit les travailleurs à se moins préoccuper de la rémunération correspondant à la durée légale de travail.

— L'introduction de l'achat à crédit dans les mœurs présentes infléchit le comportement syndical du salarié.

c) *Dans les courants de la pensée ouvrière :*

— Les courants classiques du syndicalisme ouvrier français restent vivaces et chacun porte en lui, pour des raisons parfois contradictoires, le sentiment que la tâche qui incombe à un syndicalisme majeur, exige le retour à l'unité syndicale. Seulement, les expériences du passé, le souvenir de la politisation jouent un rôle de frein. Les appareils syndipcaux préfèrent, en fait, ne pas prendre de risques en ce domaine ;

— Le syndicalisme chrétien a bénéficié de la scission ouvrière. Son existence, pour la majorité de ceux qui l'animent, repose sur la thèse du pluralisme syndical ; ils pensent en être les bénéficiaires en usant de l'affinith vonfessionnelle entre travailleurs pour pratiquer une diversité des manœuvres tactiques.

d) *Dans les méthodes de planification actuelle :*

— Les puissances détentrices de l'argent ont conduit l'économie capitaliste pour faire face aux nécessités modernes à des trusts, lobbies, syndicats patronaux correspondant à des secteurs industriels ou à des secteurs de puissances financières et qui tendent à imposer leurs vues à une planification dont nul ne conteste plus la nécessité.

e) *Dans l'évolution des besoins sociaux du travailleur :*

Nier l'évolution du niveau de vie par rapport à 1905 ne peut être sérieusement soutenu. Mais cette évolution même est créatrice, pour le travailleur, de besoins nouveaux et légitimes dans le cadre familial, social, culturel et de sécurité. Ces besoins sont aussi contraignants que l'étaient ceux de jadis. Ils exigent, pour pouvoir être satisfaits, l'évolution constamment progressive de la masse des salaires dans la répartition du revenu national.

Or, il est prouvé que cette évolution en taux est inférieure aux taux d'évolution du revenu national. L'existence et surtout la création de besoins sociaux nouveaux dont on contient la satisfaction devient une des nouvelles formes de pression des puissances économiques.

***

Le syndicalisme ouvrier, trop contenu par la volonté de puissances extérieures plaçant leurs hommes en son sein, n'a pas su développer une véritable éducation ouvrière à la mesure de l'ensemble de ces transformations. Il en résulte :

a) que les militants avertis se laissent enfermer trop souvent dans l'arsenal revendicatif classique et à perspectives très limitées ;

b) que les jeunes, trop ignorants des luttes des anciens et de l'idéal qui animait ceux-ci, considèrent les conquêtes acquises comme un phénomène venu de l'évolution et ne sentent pas assez, faute d'une éthique syndicale de promotion, que l'action syndicale mérite qu'ils s'y associent pour des conquêtes nouvelles ;

c) que le syndicat apparaît trop souvent à la masse des travailleurs comme une entreprise dont on laisse, à tous les échelons, la responsabilité aux dirigeants syndicaux. On se réserve de s'en servir pour des revendications immédiates mais on ne s'y agrège pas pour en accroître le dynamisme et en assurer le permanent contrôle démocratique ;

d) que l'électoralisme est entré dans les mœurs ouvrières. Finalement, le syndicat, dans le monde économique, prend l'allure et le style des partis dans le monde politique.

***

L'action du M.S.U.D. doit reposer sur le tryptique suivant :

— Continuer l'effort pour le développement du M.S.U.D. que l'année 1960 doit voir s'implanter largement à l'échelon départemental et local ;

— Tenter des efforts d'éducation syndicale pour la connaissance des problèmes généraux qui conditionnent directement la vie des travailleurs ;

— S'opposer aux mystifications qui menacent le monde du travail et qui se concrétisent notamment par des solutions proposées par ceux qui entendent intégrer le syndicalisme dans l'Etat capitaliste.

Arturo Giovannitti

Le 31 décembre 1959 est mort à New York, à l'âge de 75 ans, Arturo Giovannitti. Né dans la province italienne de Campobasso, il avait émigré encore adolescent en Amérique du Nord, où il avait poursuivi ses études à l'Université de Montréal, au Canada, puis à la Columbia University de New York. Il adhéra au mouvement des *Industrial Workers in the World* (IWW) et collabora à quantité de journaux et de revues d'avant-garde, édités en anglais et en italien, par des textes en prose et des poèmes.

Pendant des années, il fut un orateur écouté et recherché. Au cours de la grève du textile de Lawrence, dans le Massachusets, il fut arrêté en même temps que Ettor et que Caruso, et inculpé comme eux d'assassinat. L'absurdité de la machination policière était tellement évidente et l'agitation que leur détention provoqua prit une telle ampleur que les accusés furent acquittés.

En 1957, un volume contenant une quarantaine de poèmes de Giovannitti fut publié à Chicago, mais son œuvre se trouve en majeure partie éparpillée dans d'innombrables feuilles et revues.

A PROPOS DU TRACT KHROUCHTCHEV

Guilloré me demande une nouvelle fois, après deux longues lettres, d'éclairer ma lanterne à ce propos. Il faut croire que je n'ai pas su m'expliquer ou plutôt qu'il est difficile de réaccorder des points de vue par correspondance dans un organisme qui n'est pas doté de véritable structure démocratique statutaire.

Reprenons à l'envers les trois points que nous propose Guilloré. Le courage des distributeurs de tracts. Khrouchtchev est-il le successeur de Staline ? L'initiative de l'Union des Syndicalistes était-elle opportune ?

Dans un tel cas, ça ne rate jamais. Il y a toujours une question de courage qui sort toute armée comme argument essentiel de derrière les fagots cornéliens. Allons-y donc pour l'inévitable controverse sur le courage. Plus ou moins courageux, les copains de la Loire qui se réclament de « l'Union des syndicalistes » ont fait le mieux possible leur travail avant guerre, lors de l'insurrection hongroise, lors des insurrections d'Alger, etc., etc., et maintenant encore. Je ne crois pas que leurs prises de position soient explicables par leur degré de vaillance ou de couardise. D'autant plus, actuellement, qu'ils connaissent le phénomène que constate Guilloré : les discussions même animées sont actuellement (signe des temps d'une part, signe de coexistence d'autre part) rarement violentes et dangereuses. Beaucoup moins qu'elles le furent ou le redeviendront peut-être.

Une prise de position expliquée par le seul courage n'est d'ailleurs pas plus valable que le serait celle expliquée par la seule lâcheté.

Il ne s'agit pas de sport ou de culture physique mais de propagande et de politique syndicales. Donc d'efficacité de la propagande et de justesse de la politique.

KHROUCHTCHEV EST-IL LE SUCCESSEUR OU LE LIQUIDATEUR DE STALINE ? — *La question, à moins que nous confondions l'Histoire des peuples et des régimes avec l'Histoire officielle des grands hommes, est de savoir si Khrouchtchev représente ou non une nouvelle phase de l'Histoire de la Révolution Russe ou si nous sommes toujours et seulement en plein stalinisme.*

Nous ne sommes pas en désaccord avec la rédaction de la majeure partie du tract. En particulier, nous sommes parfaitement d'accord sur la protestation concernant, aussi douces purent-elles être, les déportations en Corse de nos camarades militants réfugiés, entre autres des militants espagnols, à l'heure même où la C.G.T. redécouvrait la défense des démocrates espagnols, socialistes et anarchistes compris (au moins sur ses affiches). Nous n'avons pas oublié la révolution hongroise. Nous avions fait notre travail en temps utile. (Nous nous rappelons même qu'ayant, à ce moment, fait parvenir le matériel de propagande édité, dans la Loire, par nos comités intersyndicaux, aux camarades de la R.P., nous avions enregistré une réaction qui avait fait son petit effet dans nos rangs. Du moment qu'ils n'allaient pas s'engager dans les groupes insurrectionnels hongrois, les faiseurs de tracts sur leur mouvement s'identifiaient aux agents provocateurs impérialistes. Notre provocation nous a permis d'entretenir de nombreux réfugiés hongrois et de collecter près de 3 millions pour eux — question d'opportunité dans le bon sens du terme. Nous nous sommes expliqués depuis sur ce malentendu. La leçon à en tirer est que la méthode de la tribune libre intégrale, valable pour la recherche et la discussion, n'est pas suffisante pour déterminer l'orientation d'un organisme qui a à se manifester publiquement et que ce qui est fécond dans un domaine peut être terriblement cacophonique sur un autre terrain. Le problème soulevé est d'importance. C'est celui du contrôle des « cuisiniers intuitifs » par un organisme consultatif — du complément à la tribune libre d'un éditorial d'orientation, et d'une différence de méthodes entre celles qui président à la rédaction de la revue et celles qui relèvent de la propagande publique d'une organisation. Mais revenons à nos moutons.)

Donc, nous n'avons pas changé. Mais nous n'en concluons pas que la meilleure façon de ne pas changer est d'affirmer que rien ne change autour de nous et que, ainsi que cela se pratiquait sur les scènes des « mystères » moyenâgeux, il y a toujours l'enfer d'un côté, le paradis de l'autre, le diable et le bon Dieu, chacun dans leur guérite. Il se peut qu'on puisse nier toute évolution en U.R.S.S. et toute différence entre la politique de Staline et celle de Khrouchtchev. En tout cas faudrait-il le faire après « décortiquage » sérieux des informations. Louzon, Barton, entr'autres, ont signalé de façon plus ou moins explicite l'évolution du planisme et celle du régime concentrationnaire, qui ne paraît plus relever des camps d'extermination décrits par Eleanor Lipper. Une telle évolution préludant par la bombe du XX[e] Congrès est-elle purement négligeable ?

Où est le temps des enquêtes systématiques, des rubriques spécialisées sur l'U.R.S.S., des informations patiemment mises au point, après monographies d'ensemble, sur chaque grand problème fondamental dans la R.P. ? Il est par exemple — peut-être fais-je erreur ? — un problème qui semble devenir tabou à la R.P. : c'est celui du planisme. Un simple papier rappelant, à propos du numéro spécial de l'E.E. (No pasaran), qu'à Puygcerda la production était collectivisée mais que les consommateurs n'étaient pas du tout organisés, et cela par principe, semble sans intérêt et va au panier. Je sais que je suis atteint d'incontinence plumitive et que les cuisiniers me refrènent légitimement. Mais c'est surtout sur des papiers de ce genre que joue le réflexe de défense. Et cela, c'est caractéristique.

La cause d'un des manques d'équilibre de notre revue est actuellement une propension au remâchage de l'analogie historique au détriment de l'étude des phénomènes économiques fondamentaux. Certes, nous ne voyons pas le socialisme en U.R.S.S. Mais nous voyons dans la stabilisation du capitalisme d'Etat, le retour à la concurrence, au commerce, à la publicité, bref à l'humanisation d'un planisme (d'ailleurs inexistant, selon la démonstration de Paul Barton), une possibilité de résurrection ouvrière au sein même de l'inéluctable. Je veux parler d'une possibilité d'abréger le Nouveau Moyen Age et peut-être de l'éviter. Possibilité plus développable dans la coexistence de nos maîtres que dans leur guerre à mort. Il est important pour le mouvement ouvrier de savoir si quelques lueurs annoncent ou si vraiment aucune lueur n'annonce que minuit dans le siècle est passé. Mais les affirmations traditionnelles ne peuvent lui suffire à ce propos. Bien entendu, ce n'est pas dans les déclarations d'hommes d'Etat, dans les superstructures passionnelles ou idéologiques que nous chercherons ces lueurs, mais dans les infrastructures économiques.

Je ne nie pas les interférences de la pensée et de l'économie. Mais, suivant une démarche analogue à celle de Louzon, dans le récent article : « Indépendance nationale et libre-pensée », j'aimerais que nous ne soyons pas seulement les libres penseurs du syndicalisme et je voudrais que nous puissions contribuer à rendre le mouvement ouvrier plus curieux de « l'évolution des stations de tracteurs en U.R.S.S. », du nombre de couvertures et des rations allouées à Kolyma, que des palinodies De Gaulle-Khrouchtchev à Orly. Il ne faut pas que les réactions passionnelles légitimes à propos des secondes nous fassent oublier l'intérêt de l'étude des premières.

Je vois dans le même esprit, l'intérêt de l'étude de Rino et les dernières nouvelles sur les mesures de clémence en Hongrie et l'amnistie en faveur de l'écrivain Tibor Déry. Aussi balbutiante et intéressée soit cette nouvelle politique, elle ne doit pas être un thermomètre négligeable sur la température d'un évolution historique. La C.G.T. de 1906 est née dans un pays qui avait subi les massacres de la Commune peu d'années auparavant.

L'OPPORTUNITE DU TRACT. — *Là encore il faudrait être aussi long que nuancé. La réponse est plus complexe que la question. Ce qui était opportun à Paris dans une atmosphère aussi surchauffée par exemple par la venue de Khrouchtchev, relativement peu sensible à la campagne laïque*

ne l'était pas à Saint-Etienne surchauffée par la lutte laïque et indifférente à l'idylle De Gaulle-Khrou-Khrou. Ce qui était opportun à propos de l'insurrection hongroise l'était beaucoup moins à propos de négociations entre hommes d'Etat qui nous sont au moins aussi étrangers l'un que l'autre. Ce qui aurait été opportun si nous nous étions situés publiquement à propos des autres voyages de De Gaulle, à propos de ses rapports avec Macmillan ou l'Amérique, le devenait beaucoup moins ne se manifestant qu'à propos de Khrouchtchev.

Ce qui aurait été opportun si nous avions eu jusqu'à ce moment, au moins par déclarations de principes à toutes occasions, une politique prolétarienne internationaliste conséquente et non une vague supplication pacifiste (quand nous ne nous étions pas contentés du silence) le devenait beaucoup moins devant des négociations préalables, comparables à celles que, dans le meilleur des cas, nous en sommes réduits à réclamer en bêlant plus ou moins harmonieusement, et à réclamer plus ou moins vigoureusement, et même à réclamer de moins en moins vigoureusement devant une guerre colonialiste effectivement en cours sous la responsabilité de notre propre pays.

Ce qui aurait été effectivement opportun comme manifestation publique de notre R.P. ou plutôt de notre Union des syndicalistes *devant un événement comme le conciliabule K.-De Gaulle, l'était beaucoup moins, étant donné que nous n'avions eu aucune réaction publique devant l'insurrection d'Alger, devant la transformation d'une grève générale en grève du Général, devant la collusion tonitruante du monde dit « libre » avec le cléricalisme moyenâgeux et avec le franquisme assassin du syndicalisme le plus conséquent que nous ayions connu, et devant le réveil de l'ultracléricalisme français, pour contribuer à la lutte des pétitionnaires laïques. Nous pourrions dire : etc. !*

On a fait il est vrai souvent le procès de l'efficacité au nom de l'idéalisme révolutionnaire désintéressé. Nous connaissons les dangers du réalisme trop tacticien. Mais il ne faudrait pas croire en contrepartie que la propagande syndicaliste et révolutionnaire est d'autant plus vertueuse qu'elle aboutit à moins de résultats.

Nous ne sommes pas sûrs d'avoir eu raison dans la Loire, mais nous avons eu l'impression d'un manque de psychologie trop flagrant. Nous ne voulons pas que l'organisation dans laquelle, aussi fragile soit-elle, nous mettons toute notre confiance et bonne partie de nos espoirs ait le tort de ne se manifester publiquement en une telle cascade d'événements que de manière à servir ceux qu'elle veut condamner, que de manière aussi à se desservir elle-même en se présentant avec le masque bien connu de ces organisations fantômes, anticommunistes de service, qui visent plus le communisme réel qu'elles ne visaient le communisme stalinien, et qui, de notoriété publique, ne sont dites « ouvrières » que pour les besoins de la cause.

Militer c'est prétendre enseigner ou au moins communiquer. Il est des méthodes psychologiques utilisables dans de tels buts. Elles ne relèvent pas forcément de l'adaptation servile au confort mental somnolent ou au besoin d'illusions.

Pour avoir raison publiquement à propos de l'U.R.S.S., il faut avoir raison aussi objectivement que possible. Pour avoir raison publiquement à ce sujet malgré la peu sympathique approbation intéressée de « Jeune Nation » et consorts, il faut avoir eu aussi raison non moins publiquement contre le Vatican, contre Franco, contre les colonialistes français et contre la dictature de De Gaulle, et cela malgré les hurlements de consorts et « Jeune Nation ».

C'est ce dont sont fort capables la R.P. et « l'Union des syndicalistes ». Qu'elles montrent donc leur vrai visage si elles veulent le montrer.

En conclusion voilà un bien long papier pour une toute petite question. Mais la question me semble déborder assez largement ses limites apparentes pour que je sois excusable si j'en ai fait à peu près le tour.

Jean DUPERRAY.

— Dans ma chronique d'avril, j'ai parlé de la position de Duperray, puis, ensuite, j'ai cité le cas d'un camarade qui avait distribué notre tract à la porte d'une usine. Je n'ai pas voulu opposer un exemple à l'autre et déduire, du fait que le second camarade avait eu du courage, que le premier en avait manqué. Il faut qu'il soit bien entendu qu'à aucun moment et quel que soit le sujet, je ne veux donner de leçon à personne.

J'ajoute que je suis d'accord avec à peu près tout ce qu'écrit Duperray. — R. G.

Parmi nos LETTRES

Autre son de cloche

Du camarade LATARD (de Nevers) :

J'ai bien reçu les tracts que j'ai distribués dans ma boite, mais je n'en avais pas assez, car nous sommes 1.800 ouvriers et employés. Le camarade Marcelot, de l'U.D.F.O. de Nevers, qui avait reçu un seul tract, aurait bien voulu aussi en avoir davantage. Comme toujours, j'ai été traité de fasciste, surtout de la part des cocos. Par contre, j'ai été soutenu activement par des camarades espagnols et aussi par quelques F.O. Malgré tout, c'était bien à propos : c'est du bon travail. Je ne comprends pas les copains de la Loire.

Les fractions de la C.N.T. espagnole

Le même camarade LATARD signale à Guilloré quelques erreurs commises sur la description des deux fractions de la C.N.T. espagnole :

Question sièges, les deux C.N.T. sont à Toulouse. Et si l'une a bien pour organe Espana Libre, *l'autre édite le journal* C.N.T. *et elle est en effet plus étroitement liée à la F.A.I. (Fédération Anarchiste Ibérique), qui a une fédération régionale à Paris, où elle publie* Solidaridad Obrera.

Les copains espagnols qui me donnent ces renseignements espèrent que l'unité se fasse le plus tôt possible, quoiqu'ils soient, selon moi, plus anars que syndicalistes. .

Nous ne sommes pas seuls

D'Alexandre HEBERT (de Nantes) :

Où aviez-vous vu que vous étiez seuls à protester contre le caractère donné au voyage de M. K ?

Dans les milieux qui se réclament du syndicalisme révolutionnaire, nous avons, partout où c'était possible, exprimé notre opposition.

Et Hébert nous rappelle l'édito que, dès le mois de décembre, il publiait dans *L'Ouest Syndicaliste*, où il écrivait notamment :

Tout le monde se souvient de l'entrevue accordée par M. Khrouchtchev à M. Boussac des textiles, des champs de courses, de L'Aurore et autres lieux.

Tout le monde se souvient également que MM. Khrouchtchev et Boussac se déclarèrent réciproquement fort contents d'eux-mêmes...

Comme quoi, la coexistence pacifique des capitalistes et des bureaucrates staliniens cessait d'être un mythe... Mieux, elle se transformait en entente cordiale !...

Sur le plan syndical, déjà, certains signes annoncent des changements spectaculaires.

A Bordeaux, par exemple, où le front commun des organisations ouvrières de la métallurgie vient de se réaliser avec... le Syndicat patronal...

En ce qui nous concerne, disons simplement que nous avons constitué la C.G.T. Force Ouvrière en réaction contre la politique de trahison des staliniens de 1945 à 1948.

Nous n'avons pas oublié le « Produire d'abord, revendiquer ensuite ! »

Il faut être clair : que demain il faille de nouveau, comme en 1936, « après le pacte Laval-Staline », « savoir terminer une grève » ou, comme en 1945, « retrousser les manches »... les militants Force Ouvrière ne marcheront pas !...

Enfin, et pour le cas où, comme la presse l'annonce, M. Khrouchtchev viendrait à Nantes et à Saint-Nazaire, il faut également qu'on sache que

les militants Force Ouvrière n'ont rien oublié... Ni Berlin-Est, ni Budapest.

Aucun d'entre eux ne saurait, sans se déshonorer, accepter de serrer la main au bouffon de Staline, au clown sanglant du Kremlin qui s'est cyniquement vanté d'avoir personnellement *donné l'ordre d'écraser dans le sang la révolution hongroise.*

Encore cette phrase d'HEBERT :

Par ailleurs, je trouve Guilloré bien gentil avec la brochure dégueulasse de l'E.E. No pasaran, *où les anarchistes espagnols sont qualifiés « d'instrument aveugle de la bourgeoisie ».*

Anticolonialisme et pacifisme

Georges LEROY (Seine), qui avait affirmé (R.P. de janvier) que la révolte des peuples colonisés est en grande partie le fruit du travail de Moscou, n'est pas satisfait de la réponse de Louzon, qui le classe parmi ceux qui « ont le mépris des peuples de couleur et tiennent à les maintenir dans leur condition de colonisés afin d'assurer le développement rationnel de la société capitaliste ». Il écrit pourtant :

Peut-être Louzon a-t-il raison, mais moi je suis de ceux qui ne fourniront jamais aux « colonisés » des grenades, des mitraillettes pour se libérer du capitalisme et installer le socialisme comme à Moscou !

J'ai dit « pas un homme pas un sou » pour maintenir l'asservissement des noirs ou des jaunes ! Mais pas de mitraillettes pour assassiner les blancs et leur corréligionnaires qui pensent différemment d'eux ! N'y a-t-il rien à leur donner de mieux ? Commençons par transformer nos pays capitalistes en socialistes ; essayons de supprimer l'exploitation des travailleurs par ceux qui ne font rien de leurs dix doigts ; donnons aux noirs et aux jaunes l'exemple d'une société harmonieuse d'où ces verrues sociales seront disparues ; nettoyons chez nous et devant notre porte avant de vouloir nettoyer ailleurs ! La société que les Russes nous offrent comme modèle ne nous plait pas, nous préférons autre chose ! Pour le moment nous aspirons à toujours plus de bien-être, toujours plus de liberté. Notre action, notre propagande, si nous le pouvions, se cantonnerait à cela. Aussi bien en Europe qu'en Asie ou en Afrique.

Mais pour la société future nous avons déjà esquissé une forme « l'association » des producteurs. Mais les ans nous ont prouvé que là aussi il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs : pour faire une coopérative il faut des coopérateurs ; pour faire une « association de production » communautaire, il faut des communistes.

En quarante ans, Moscou a déversé sur le monde capitaliste une armée clandestine d'agitateurs et de tueurs à gages dont le travail de désagrégation m'apparait d'une importance extraordinaire.

J'ai lu quelque part que les « Jésuites » furent les reconstructeurs de la chrétienté. L'Agit-Prop c'est l'arme la plus puissante qu'ait forgé Moscou avec la morale des Jésuites comme ligne de conduite « tous les moyens sont bons pourvu que l'on obtienne le résultat ». Le pistolet automatique, la Sibérie et les prisons furent les « arguments » massues des staliniens ! Et cela pendant des décennies !

Moi je n'accepte pas cela, je l'ai dit, je l'ai écrit, et cela m'a valu l'exclusion, la calomnie, et j'aime mieux vivre chez les capitalistes que chez les Jésuites Rouges ! Qu'ils soient à Moscou, au Caire ou à New-Delhi. L'assassinat politique, c'est toujours un assassinat. Si l'on ne peut passer du capitalisme au socialisme sans assassiner les adversaires politiques, les adversaires économiques, alors il faut le dire tout haut ! Je ne puis pas appuyer l'assassinat des membres du M.N.A. pas plus que celui des F.L.N. ou des pauvres couillons de « sans parti » qui croient pouvoir rester « en dehors » de la bataille et que les mitraillettes et grenades des tueurs à gages vont chercher jusque dans les Café-Glacier, stades et autres lieux publics.

Bien sûr, je ne comprendrais jamais rien à la haute stratégie politique si la stratégie se manifeste par l'assassinat. On peut, certes, fabriquer des fanatiques qui feront fi autant de leur vie que de celle des autres, mais moi je refuse les assassinats politiques, les emprisonnements, les déportations en masse comme la traite des noirs ou des jaunes. Pour libérer les hommes de couleur, ne pourrait-on commencer par préparer le « paradis chez nous ». Serait-ce si égoïste ? L'exemple de ce que l'on peut obtenir ne peut-il susciter chez ces peuples autre chose que l'envie ou la révolte ?

On peut servir les noirs comme les jaunes en leur donnant autre chose que des grenades et des mitrailleuses ou des boniments.

L'orientation syndicale du S.N.E.S.

De Louis SIMON (Seine) :

Guilloré a tort d'écrire sur l'orientation syndicale présente du S.N.E.S. sans s'être informé. Il pense que notre camarade Ruff a toujours raison. Pour une fois — au moins — Ruff a tort. Il proclame « n'être pas à la remorque de quelque parti que ce soit ». Or, il se trouve soutenu par la Nation Socialiste, *en même temps qu'il fait, au sein du syndicat de l'enseignement secondaire, le jeu des communistes.*

Je ne veux pas ouvrir la sentine des querelles de cuisine interne. Mais toute une équipe consciencieuse ne vaut plus rien, paraît-il, parce qu'elle n'a pas infléchi son travail pour satisfaire une personne dont la position est insoutenable et le genre d'argumentation choquant pour un syndicaliste. Un syndicat doit compter avec les syndiqués. Suis-je d'accord avec toutes les positions du S.N.E.S. ? J'aurais à dire sur le fond et sur la tactique — et peut-être ne serai-je pas d'accord non plus avec Ruff, avec la démagogie et le corporatisme étroits du S.N.I. ? Mais les attaques du journal susnommé contre un militant sont favorisées étrangement par l'équipe Ruff. Ruff se solidarise-t-il avec ce genre de polémique ? Je regrette, Guilloré. Je regrette, Ruff. La crise de pureté par quoi l'on tente de justifier le jeu personnel, l'humeur et les vapeurs, pourquoi vouloir les déguiser de vêtures doctrinales ? On a circonvenu des camarades pour leur faire accomplir une besogne sans relief. Un militant sérieux ne peut s'y tromper et s'y égarer longtemps, espérons-le.

Motifs d'irritation

De Jean TEILHAC (Gironde) :

Dans le dernier « Entre-Nous » *vous présentez De Gaulle (avec chaleur, ma parole !) comme étant aux yeux du peuple anglais (qui reste « le seul qui en Europe n'a jamais capitulé devant le totalitarisme ») « l'homme qui symbolisa une résistance presque désespérée à l'hitlérisme ».*

Voici des propos que le plus détestable Guy Mollet (et Dieu sait s'il l'est, pourquoi, tant que nous y sommes, ne pas invoquer le Seigneur !) ne désavouerait pas.

Pour le devant de porte des Anglais, ce n'est pas à moi de le balayer.

Mais De Gaulle antifasciste ? Un gaullisme de gauche, une Résistance de gauche ?

La R.P. tomber là-dedans en 1960 ! Henaurme, et navrant !

Autre motif d'irritation : les propos de Fontaine sur Emery « autre grand camarade » que j'ai vu parader à Bordeaux pendant l'occupation devant un parterre d'officiers allemands.

Si la R.P., ma chère et vieille R.P., n'a plus autre chose à nous proposer qu'un pacifisme prohitlérien ou un antihitlérisme gaulliste, alors, mon cher camarade, tout est bien foutu !

L'émotion légitime de notre camarade n'est justifiée que s'il n'a retenu qu'une phrase de l'Entre-nous.

Il est incontestable qu'en Angleterre et aux Etats-Unis, le Président français a été salué par des manifestations populaires spontanées. Leur salut au Général représente donc *autre chose que l'hommage au chef d'Etat.* Nous persistons à croire que c'est l'homme du 18 juin 1940 qu'ils voulaient saluer. C'est-à-dire celui qui a sonné le ralliement contre le totalitarisme nazi. Explication que nous ne prétendons pas imposer à nos amis, qui a simplement l'avantage de rappeler aux peuples anglo-saxons que la lutte contre les dictatures, contre les régimes totalitaires, contre ceux qui détruisent les libertés fondamentales obéit à la plus saine de leurs traditions. R. H.

A propos d'un... « Grand camarade »

On s'est étonné de la publication du témoignage de Fontaine sur Léger dans notre numéro d'avril 1960, parce qu'il contenait une allusion au procès d'Emery « *Une des pages les plus honteuses de notre histoire* ».

Fontaine, qui n'a pas l'habitude de faire du remplissage, a certainement voulu délibérément exprimer son opinion sur le grand camarade, victime après pas mal de persécutions, de mes violences de plume. On se félicite ici de cette franchise, à laquelle on m'excusera de répondre avec une franchise égale.

L'hommage à Léger avait-il besoin de ce... surajouté ? Si l'intervention de Léger au procès d'Emery mérite d'être qualifiée : « *l'acte le plus courageux de sa carrière* », c'est sans doute qu'à certaines époques... à la Libération comme sous l'occupation, il était dangereux de dire ce que l'on pense.

On ne se glorifie pas d'avoir porté un témoignage honnête. Léger a d'autres titres à notre gratitude et à notre respect. Et maintenant qu'il ne risque plus rien, au contraire, des autorités officielles, le grand camarade Emery n'est pas plus tabou qu'un autre.

Je n'aurais fait aucune allusion à ses écrits *actuels*, s'il n'avait formulé sur le personnel enseignant primaire, sur la Réforme de l'Enseignement, sur la masse et l'élite, sur l'Ecole laïque, sur les institutions... des propos dignes de *l'Action Française*, ou du *Temps* d'autrefois... J'ai produit des extraits. J'ai cité les références. On peut l'approuver. Alors il faut le dire... sans inculper de lèse-éminence ceux qui n'approuvent pas et le disent.

Il est vrai que j'ai fait allusion au passé lointain et proche de M. Emery. N'est-il pas paradoxal de lire une docte condamnation du dogme post-stalinien ou « marxiste », formulée par quelqu'un qui a couvert de son autorité les desservants du culte hitlérien ?

J'ai noté deux photos publiées dans l'organe du Rassemblement National Populaire en 1944. En haut, M. Emery à la tribune. Au-dessous, un balila figé dans un garde-à-vous impeccable devant le chef, Marcel Déat. Un Léger ou un Fontaine, éducateurs syndicalistes de haute valeur, auraient-ils pu demeurer impassibles, devant un tel outrage à l'enfance ?

Mais mon grief va au-delà de ces figures symboliques. M. Emery a écrit, pendant l'occupation, un livre sur la *Troisième République*, dans lequel, contre toute vérité, il a bafoué ce qu'il avait enseigné pendant trente ans. Et l'éditeur... un faisan de la collaboration — dans sa préface élogieuse a reproché à Emery d'avoir négligé l'influence des juifs et des maçons. Alors le grand camarade de Fontaine a incliné sa belle tête de héron nostalgique. Il a plaidé coupable.

Il ne savait pas... il n'était pas informé... il attendait les documents que devait publier un autre faisan de la collaboration. Je ne sais si le grand camarade a été édifié. Mais je sais que si les faisans, éditeur et conseiller d'Emery avaient gardé leur mangeoire, il n'y aurait plus ni le cuisinier de la R.P., ni l'insolent rédacteur qui a chatouillé la toge du grand camarade... il n'y aurait plus de R.P., où Fontaine — et nous nous en réjouissons — peut tout dire. Et les élèves de Fénelon, après la Libération, n'auraient pu jouir des admirables propos philsosophiques de Michel Alexandre, de celui qui fut le collaborateur fidèle et modeste d'Emery, et que son stoïcisme, sous la persécution raciale, éleva aux sommets de la vertu et de la noblesse.

Je ne souhaite pas à Fontaine de vivre ce que j'ai ressenti en lisant l'humiliante préface d'Emery, de cet Emery que nous avions tant admiré. Peut-être ai-je finalement murmuré le « Requiescat in pace » ? Et la meute de ces faux résistants ne m'a pas épargné quelques morsures venimeuses. Je suis donc dans cette affaire libéré de tout parti pris. J'accorde volontiers à Fontaine qu'Emery est un grand professeur, un grand écrivain, un grand critique... Ce qui est... « petit » en lui, c'est justement le camarade, et cela me suffit pour clore le débat.

R. H.

Des militants ouvriers menacés du Tribunal Militaire pour délit d'opinion

Quatre militants ouvriers : Pierre Lambert, employé, Gérard Bloch, professeur agrégé, Daniel Renard, métallurgiste, Stéphane Just, ouvrier à la R.A.T.P., viennent d'être renvoyés, par un arrêt de la Chambre d'accusation en date du 25 février 1960, devant le Tribunal Permanent des Forces Armées de Paris.

Que leur reproche-t-on ? Des articles écrits par eux et parus dans le journal trotskyste *La Vérité* en 1956 et 1957 concernant le problème algérien. Cela, et exclusivement cela. Il s'agit donc d'un délit d'opinion à l'état pur.

Le scandale est d'autant plus flagrant que, pour des articles parus dans le même journal en 1954 et 1955, articles qui développaient naturellement les mêmes opinions, les quatre mêmes militants ont déjà été poursuivis ; et que, dans cette première affaire, en 1957, la Cour d'Appel de Paris, réformant un jugement contraire du tribunal de première instance, avait jugé que leur cas *relevait exclusivement des tribunaux civils* et les avait condamnés pour ces faits à six mois de prison avec sursis, condamnation d'ailleurs amnistiée en 1959.

Et maintenant, pour des faits identiques, pour avoir exprimé leurs opinions par voie de presse, les quatre militants sont déférés au Tribunal Militaire.

Ainsi donc apparaît, à travers de tels faits, toute la remise en cause de la liberté de la presse. Il est de juridiction constante que les délits de presse relèvent de la juridiction civile. Celle-ci, en la circonstance, n'a pas ouvert une nouvelle instruction. C'est la justice militaire qui intervient.

C'est pourquoi les quatre militants inculpés se sont pourvus en cassation contre l'arrêt de la chambre d'accusation.

C'est pourquoi les soussignés, militants ou responsables syndicaux de tendances diverses, intellectuels soucieux de la sauvegarde des libertés essentielles, se gardant de se prononcer au fond sur les opinions développées par ces quatre journalistes, s'en tenant au principe démocratique de séparation des pouvoirs,

s'élèvent de la façon la plus solennelle contre le renvoi de LAMBERT, BLOCH, RENARD et JUST devant les tribunaux militaires ;

appellent les militants ouvriers et démocrates de toutes tendances à s'associer à leur protestation et à participer au Comité de Défense des quatre militants inculpés.

Pour s'associer à la protestation, écrire à Mme Ida BOIREAU, Syndicat « Force Ouvrière », 14, rue Vial, Paris (15e).

Les premières signatures

G. LAURE, secr. gén. Fédér. Education Nationale (F.E.N.);
P. TRIBIE, secr. gén. Fédér. Fonctionnaires F.O. ;
G. NOUVEL, secr. sect. synd. C.G.T. Brissonneau (Nantes);
D. FORESTIER, secr. gén. Synd. Nat. Instituteurs ;
G. DELAMARE, secr. gén. Métaux F.O.;
R. HOYEZ, secr. gén. Synd. Charpentiers en fer C.G.T.;
A. SIDRO, secr. gén. Féd. Employés F.O.;
P. DHOMBRES, secr. gén. du S.N.E.S.;
R. PATOUX, secr. gén. U.D.-F.O. de la R.P.;
M. JOYEUX, écrivain ;
A.-M. BERNARD, secr. gén. Chambre Typographique de la R.P. — C.G.T.;
B. ROULET, secr. gén. du S.N.E.T.;
A. HEBERT, secr. gén. U.D.-F.O. Loire-Atlantique ;
C. LEMOINE, délégué mineur C.G.T.;
R. LAPEYRE, secr. gén. Fédér. Travaux Publics F.O.;
J. SALAMERO, responsable C.G.T. des Métaux ;
J. CHONION, secr. U.D.-F.O. de la R.P.;
G. BAJOMETZ, secr. gén. Synd. C.G.T. des Gens de Maison ;
P. DERCOURT, secr. gén. Fédér. Employés F.O. ;
J. PUYVANDRAN, responsable C.G.T. Métaux ;
Jean CASSOU, directeur du Musée d'Art Moderne ;
L. SCHWARTZ, professeur à la Sorbonne ;
A. BRETON, écrivain.

D'où vient l'argent ?

MOIS D'AVRIL 1960

RECETTES :

Abonnements ordinaires	562,20	
Abonnements de soutien	364,04	
		926,24
Souscription		49 »
Vente « R.P. » au numéro		36 »
Vente des livres et brochures		6,90
Reçu pour le livre de Rosmer		45 »
Divers		79,40
Total des recettes		1.142,54
En caisse à fin mars		346,07
		1.488,61

DEPENSES :

Frais d'expédition		26,30
Autres frais généraux		270 »
Total des dépenses		296,30
En caisse à fin avril :		
Espèces	110,73	
Chèques postaux	1.081,58	
		1.192,31
		1.488,61

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Dr Louis Bercher (Seine), 45 ; Jean-Louis Bureau (Seine), 30 ; Gustave Claveyrolas (Loire), 30 ; Nicolas Faucier (Seine-et-Oise), 20 ; Raymond Guilloré (Paris), 75 ; Jean Pinty (Algérie), 50 ; Hugo Rolland (Etats-Unis d'Amérique), 49,04 ; Sindbad, 40 ; Paul Sirieix (Rhône), 25. — Total : 364 n. fr. 04.

LA SOUSCRIPTION

E. Allot (Finistère), 3 ; Antoine Borie (Gironde), 3 ; Robert Chevrier (Paris), 5 ; Raoul Conge (Algérie), 5 ; René Daniel (Finistère), 5 ; Jean Duperray (Loire), 8 ; Pierre Gamache (Isère), 2 ; Alexandre Jutier (Allier), 1 ; Louis Mercier (Paris), 4 ; Navarro (Puy-de-Dôme), 5 ; Armand Ollive (Haute-Savoie), 5 ; Trellu (Finistère), 3. — Total : 49 n. francs.

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 1er AVRIL. — Explosion de la seconde **bombe atomique française** à Reggane.
Les écrivains Tibor Dery et Gyvila Hay sont amnistiés et libérés en **Hongrie**.
A Paris, **M. Khrouchtchev** reçoit des militants de la C.G.T.

SAMEDI 2. — **Accords franco-malgaches.**
Conférence de presse de **M. Khrouchtchev.**

DIMANCHE 3. — A Issy-les-Moulineaux, constitution du **Parti socialiste unifié.**

LUNDI 4. — **Accords franco-maliens.**
Protestation du Japon, du Ghana et du Soudan contre l'**explosion de Reggane.**
A Paris, congrès des **syndicats nationaux autonomes de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement technique.** A Besançon, congrès du **Syndicat de l'Education nationale** de la C.F.T.C.

MERCREDI 6. — Arrivée à **Londres** du président de Gaulle.

JEUDI 7. — Protestation de l'**Allemagne fédérale** contre les déclarations de M. Khrouchtchev.
Le gouvernement **sud-africain** rétablit les laissez-passer pour les Noirs.

VENDREDI 8. — A Genève, **rejet du plan occidental de désarmement** par le délégué soviétique.
Manifestations paysannes à Quimper, Sens, Beauvais, Strasbourg, etc.
Congrès à Lyon de la Fédération **C.F.T.C. de l'Enseignement libre.**
Interdiction des partis nationalistes en **Afrique du Sud.**

SAMEDI 9. — Attentat contre le Premier Ministre **d'Afrique du Sud.**
A Lyon, congrès de l'**Union nationale des Etudiants.**

DIMANCHE 10. — **En Italie**, investiture du gouvernement Tambroni par 300 voix contre 293, **grâce à des voix fascistes.**

MARDI 12. — Voyage du Premier Ministre, M. Debré, en **Algérie.**
Débrayage aux **chantiers navals** de St-Nazaire.

MERCREDI 13. — A Conakry, conférence de **solidarité afro-asiatique.**
Le Président Nasser reçu au **Pakistan.**

JEUDI 14. — Démission du **cabinet italien** Tambroni, M. Fanfani est chargé de former le nouveau gouvernement.
Le conseil des ministres adopte les **décrets scolaires.**

VENDREDI 15. — Réception à Paris du Premier Ministre de **Nouvelle-Zélande.**
Les dockers américains et suédois décident de boycotter les navires égyptiens, pour protester contre la discrimination opérée dans le canal de Suez.
Conférence de **presse clandestine** de M. F. Jeanson, inculpé en fuite dans l'affaire du réseau F.L.N.

MARDI 19. — Emeutes et loi martiale à **Séoul (Corée du Sud).**
Arrivée au **Canada** du Président de Gaulle.
Congrès de l'**Alliance socialiste yougoslave.**

JEUDI 21. — Démission du gouvernement **sud-coréen.**
Soulèvement militaire réprimé au **Venezuela.**
Nouvelles saisies de l'**Express** et de **France-Observateur.**
M. Georges Arnaud arrêté, après le compte rendu de la conférence de presse de M. F. Jeanson.

VENDREDI 22. — La Chambre des Représentants aux **Etats-Unis** vote le projet sur le vote des Noirs.
Arrivée à **Washington** du Président de Gaulle.

SAMEDI 23. — M. Fanfani renonce à former le **gouvernement italien.**

LUNDI 25. — Exclusion de M. Soustelle de l'**U.N.R.**

MARDI 26. — **A Bakou,** discours de M. Khrouchtchev.
Le Togo célèbre son indépendance.

MERCREDI 27. — Démission de M. Syngman Rhee, président de **Corée du Sud.**
Conseil de l'**Internationale socialiste** à Haïfa en Israël.

JEUDI 28. — **En Corée du Sud,** le vice-président est assassiné par son fils qui se suicide.
Proclamation de la loi martiale en **Turquie,** à la suite de manifestations d'étudiants.
Manifestations ouvrières à l'usine Pegaso, à **Madrid.**

VENDREDI 29. — Nouvelles manifestations à **Ankara** (Turquie).
Emeute sanglante à **Nowa-Huta** (Pologne).
Rupture des relations diplomatiques **entre Cuba** et le **Guatemala.**

SAMEDI 30. — **Le cabinet italien** Tambroni reprend le pouvoir après le vote d'investiture du Sénat.